

espace de

Libertés

MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE | NOVEMBRE 2010 | N°391

Pairs, experts, procès...

**La science sous
pressions ?**

**Le Cal et
l'interculturalité**



DOSSIER

La science sous pressions ?

- 5** Les experts en crise — Frédéric Soumois
- 7** Demain, la faillite des pairs ? — Frédéric Soumois
- 9** Des procès pour faire taire la science — Hugues Vincent et Frédéric Soumois
- 11** Les inavouables secrets de la rosiglitazone — Hugues Vincent et Frédéric Soumois
- 13** Une recherche académique bientôt sous l'éteignoir — Hugues Vincent et Frédéric Soumois
- 15** La question du climat est-elle fermée de l'intérieur ? — Frédéric Soumois
- 17** «Éviter une application religieuse du principe de précaution». Un entretien avec Philippe Busquin — Propos recueillis par Frédéric Soumois

ÉDITORIAL

- 3** L'interculturalité sous la loupe laïque — Éliane Deproost

19 BRÈVES

ENTRETIENS

- 20** Vingt ans de liberté et d'errance — L'entretien de Pascal Martin avec Daniel Vernet
- 22** En attendant la mer — L'entretien de Jean Sloover avec Daniel Tanuro

RÉFLEXIONS

- 25** Remettre la politique au centre ? — Michel Grodent
- 27** Les nouvelles armes de la critique — Jean Cornil

CULTURE

- 28** Aux innocents les mains pleines de sang — Sophie Creuz
- 29** Ensor avant Ensor, Delvaux avant Delvaux : redécouvertes — Christian Jade
- 30** Henry Van de Velde : la reliure aussi — Ben Durant
- 31** Tempête à Versailles ? — Olivier Swingedau

32 AGENDA

35 COSTIQUE - LES DESSINS DE COST.

L'interculturalité sous la loupe laïque

ÉLIANE DEPROOST
Secrétaire générale du CAL

Impossible d'y avoir échappé tant la presse s'en est fait l'écho : la nouvelle prise de position du Centre d'Action Laïque en matière d'impartialité et d'interculturalité alimente le débat. Les échanges qui lui ont donné naissance, ainsi que les décisions prises par un conseil d'administration investi de l'importance d'apporter des réponses claires aux innombrables questions posées par les laïques et par d'autres, ont tracé deux lignes de force très nettes : la première est celle de la différenciation entre les professionnels de tel ou tel secteur et les utilisateurs, toujours libres de manifester leurs convictions dans l'espace public. L'autre ligne de force qui sous-tend les positions prises est celle de la lutte contre les discriminations, afin que chacun-e trouve sa place dans une société que nous voulons interculturelle, c'est-à-dire de plus en plus métissée. Une société où chacun-e puisse nourrir ses racines, sa culture «d'origine», ses convictions —sans que la ville, l'école, le lieu de travail ne recréent des groupes fermés sur eux-mêmes, édictant des règles dont l'individu ne peut s'abstraire.

Ces questions ne sont pas neuves : en 2004, une Commission du dialogue interculturel apportait déjà des réponses, bien avant qu'en cette année 2010, les Assises de l'interculturalité s'emparent du sujet pour le soumettre à un panel choisi par le ministère de l'Égalité des chances. Il y a un an, le CAL avait déjà publié une prise de position concernant l'extériorisation des signes d'appartenance à l'école et dans les services publics, dont la plaquette d'explication a connu un succès sans précédent. Mais les choses évoluant, il est apparu nécessaire d'élargir la réflexion. Alors que trop souvent, les échanges sur ces matières confondent «interculturalité» et «interculturalité», alors qu'ils se réduisent souvent à un débat entre représentants des cultes et leaders d'opinion de la «société civile», la voix de ceux qui vivent ces situations jour après jour est rarement entendue.

Au-delà des grands principes qu'il est facile d'édicter, le CAL a voulu, en conséquence, envisager la problématique sous l'angle des situations concrètes qui se présentent dans la vie quotidienne des «gens ordinaires». Les élèves qui prennent le tram pour aller au musée sont-ils toujours dans le cadre scolaire ou dans l'espace public ? Les parlementaires sont-ils des représentants de l'État ? Les avocats doivent-ils avoir une apparence neutre ? Faut-il prendre en compte les particularités alimentaires de toutes les religions dans les cantines scolaires ou dans les hôpitaux ? Des questions comme celles-là, il y en a des centaines.

À l'heure qu'il est, la plupart d'entre vous auront eu le loisir de découvrir le texte¹. Nous n'allons pas en reprendre ici les attendus et les propositions. La note volumineuse remise par le groupe de travail évoque «des débats passionnés, des réponses nuancées». Des nuances indispensables tant ces questions sont complexes et leurs réponses davantage encore, oscillant entre le respect de chacune et chacun et la volonté de construire une société qui ne se fragmente pas dans des particularismes variables à l'infini. À nouveau, il ne s'agissait pas de balayer d'un revers de main toute prise en compte de la réalité multiculturelle, pas davantage de ne proposer aucune balise, aucun repère sur des questions pratiques de vie collective, sur l'organisation sociale de la vie en communauté (au singulier).

En laïcité, on sait qu'il est rare, voire impossible, eu égard au principe du libre examen, de faire l'unanimité. Par contre, il est un devoir de contribuer à rassembler ce qui est éparé au nom du principe que la liberté des uns s'arrête dès qu'elle menace celle des autres. Il en va ainsi du bon fonctionnement de la démocratie. ■

¹ Disponible sur le site www.laicite.be



espace de
libertés
MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Éditrice responsable : Éliane Deproost

Rédaction, administration et publicité

Rédactrice en chef (+ iconographie) : Michèle Michiels - Secrétariat de rédaction : Amélie Dogot

Production, administration et publicité : Fabienne Sergoyne

Directeur de la communication CAL : Yves Kengen

Documentation : Anne Cugnon. Maquette : Grab it - Impression : Kliemo

Fondateur : Jean Schouters

ISSN 0775-2768

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Communauté française.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture : © Andrei Tchernov.



Abonnement:

11 numéros

Belgique : 20€, Étranger : 32€

par virement au compte

n°210-0624799-74 du CAL.

TVA : BE (0) 409 110 069

Centre d'Action Laïque :

Campus de la Plaine ULB, CP 236,

avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles.

Tél. : 02 627 68 68 - Fax : 02 627 68 01

E-mail : espace@cal.ulb.ac.be

Le magazine *Espace de Libertés* est disponible dans quelques unes des bonnes librairies de la Communauté française. Cette liste sera disponible sous peu sur notre site www.laicite.be

dossier

LA SCIENCE SOUS PRESSIONS ?

La science face aux écueils

Science et libre examen devraient être parfaitement liés, la première ne pouvant jamais être juste, ne fût-ce qu'un instant, sans l'apport de l'autre. Comment envisager la science moderne garrottée par des préjugés, menottée par des *a priori* ou verrouillée par des convictions philosophiques ou religieuses ? Notre dossier montre au contraire que la science contemporaine doit faire face à de nombreuses menaces de biais.

Ces écueils ont pour noms pressions économiques, mécanismes politiques, oppositions religieuses, mais aussi populisme et désenchantement, car la science, après avoir été un gage inconditionnel de progrès, est aujourd'hui vue par une partie des contemporains comme une possible menace. Un médicament dont les dangers potentiels sont cachés afin de prolonger sa rentabilité le plus longtemps possible, un scientifique dont on s'assure le silence en l'accablant de procès injustes, un débat climatique où des tabous moyenâgeux remplacent parfois la liberté et l'indépendance de la recherche en sont des exemples.

Point de catastrophisme exagéré toutefois : s'il y a une leçon à en tirer, c'est qu'une gouvernance éclairée, intelligente et sans tabous du futur de la recherche et des applications scientifiques est le seul gage d'un progrès à taille humaine.

Un dossier réalisé par Frédéric Soumois.



- Les experts en crise
- Demain, la faillite des pairs ?
- Des procès pour faire taire la science
- Les inavouables secrets de la rosiglitazone
- Une recherche académique bientôt sous l'étéignoir
- La question du climat est-elle fermée de l'intérieur ?
- «Éviter une application religieuse du principe de précaution»

LES EXPERTS EN CRISE

FRÉDÉRIC SOUMOIS

Personnalité incontestable dans le passé, l'expert, pourtant de plus en plus sollicité, est très dévalué : la société n'accepte plus son avis comme parole d'évangile. Mais un expert sans aucun risque de conflit d'intérêts n'est-il pas un mythe abusif ?

Quel risque y a-t-il à employer un téléphone sans fil pendant des heures ? Et avec une oreillette sans fil ? L'isolation acoustique qui équipe mon appartement ne risque-t-elle pas de me donner le cancer ? Si j'ai mangé du bœuf en Angleterre durant les années 1980, est-ce que je risque l'encéphalite bovine spongiforme ? Utiliser un vaccin adjuvanté contre la grippe est-il plus dangereux qu'utile pour une femme enceinte ?

Pour toutes ces questions, mais aussi quelques millions d'autres, les experts scientifiques sont un élément-clé de réponse. Mais, ainsi que le résume le Centre national français de la recherche scientifique (CNRS) dans un récent document d'analyse¹, «la demande des composantes de la société vis-à-vis du monde scientifique apparaît de plus en plus pressante et variée. Cette demande est légitime, quoique parfois confuse ou contradictoire. Elle entraîne un renouvellement des rapports entre science et technologie d'une part, et société d'autre part. Ainsi, le lien traditionnel entre avancées scientifiques et développement technique et économique s'enrichit de considérations nouvelles ou renforcées, liées aux problèmes de sécurité ou de prévention des maladies, au développement durable, aux solidarités dans le cadre d'une mondialisation devant être maîtrisée, aux équilibres planétaires. Peu à peu, l'humanité prend conscience qu'elle se trouve confrontée à de grands problèmes qui conditionnent son avenir : climat, séismes, environnement, énergie, confidentialité, manipulations génétiques, problèmes dont l'analyse et la maîtrise potentielle apparaissent cependant accessibles».

Le principe de précaution, un illusoire «risque zéro»

La place de la science dans la société change. Si la recherche est souvent associée à un objectif immédiat d'application, l'innovation pour l'innovation est remise en question et les avancées technologiques suscitent fréquemment des inquiétudes. L'émergence dans le domaine public de concepts particulièrement complexes dont chacun s'empare selon son intérêt peut aussi brouiller les pistes. Ainsi en est-il du principe de précaution, existant sous formes diverses dans des droits nationaux, mais consacré au début des années 90, essentiellement dans le domaine environnemental, et que l'on peut définir ainsi : «l'absence de certitudes, compte

tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable». Mais cette définition ouvre tant de possibilités à l'interprétation que, par exemple, l'Académie française de médecine s'est officiellement inquiétée pour la santé publique à propos d'un jugement de justice rendu en 2009 qui impose le démontage d'une antenne de téléphonie mobile, en se basant notamment sur le principe de précaution, mais pas seulement : «La prééminence du "ressenti" du plaignant, si elle fait jurisprudence, remet en cause les fondements mêmes de l'expertise scientifique et médicale, au risque de laisser la porte ouverte à des décisions lourdes de conséquences en matière de santé publique. Une telle utilisation dévoyée du principe de précaution risque de conduire à une quête illusoire du "risque zéro", source d'erreurs, de retards et de dysfonctionnements du système de santé», écrivent les académiciens médecins.

Une société qui procure aussi un accès bien plus large à l'information et qui affiche une volonté de transparence entraîne aussi que les études scientifiques les plus complexes sont souvent disponibles en accès direct. Positif : le débat peut donc mieux envahir l'agora, chaque citoyen peut théoriquement faire reculer la limite de l'argument d'autorité. Mais dans la pratique, l'on aboutit souvent à un embrouillamini inimaginable qui affecte en fait la gouvernance des sociétés, dope l'effet *Nimby*² et, sous l'effet de l'immédiateté induite par les nouveaux médias électroniques, peut rendre le politique inquiet et frileux face aux décisions. Chaque décision devient en effet l'occasion de débats sans fin à coloration scientifique, mais où chaque partie peut remettre en cause la qualité des experts. Avec un effet pervers : plus l'amplitude de l'expertise du spécialiste est étendue, plus les risques d'estimer qu'il est soumis à des conflits d'intérêts sont forts. «Il est quasi impossible de constituer un comité de virologues et de spécialistes de la santé publique de haut niveau qui n'aient pas, ne fût-ce qu'un jour, été commissionnés par un industriel du vaccin. Parce que les industriels ont aussi besoin d'eux pour leur expertise, pour leur connaissance pointue, pour leurs conseils avisés», explique un haut responsable ayant été impliqué dans la gestion de la crise de la grippe pandémique en Bel- ➤

¹ Voir notamment www.cnrs.fr/fr/organisme/ethique.htm

² Cet acronyme provient de l'anglais *Not In My Back Yard* qui signifie «pas dans mon arrière-cour». Il désigne une position éthique et politique qui consiste à ne pas tolérer de nuisances dans son environnement proche. Le concept peut s'appliquer à une personne ou à une association.



© picsfive - Fotolia.com

■ Un expert neutre et sans aucun risque de conflit d'intérêts existe-t-il à la surface du globe?

gique. «Cela veut-il dire que, quand nous sommes ensuite confrontés à une crise pandémique, nous ne puissions plus prendre conseil auprès de ces experts ? Je ne le pense pas. Car chacun contrôle chacun, en quelque sorte, et il n'y a pas de grand complot des experts...».

Une utopie scientiste

«Les experts sont censés dire sinon le vrai, au moins rappeler de manière objective l'état des connaissances. Or, leurs avis divergent souvent. Parfois, c'est que l'état de la science est traversé de controverses, de thèses opposées dont peuvent se réclamer tels ou tels spécialistes. D'autres fois, les experts ont une connivence particulière avec des secteurs d'activité liés à des intérêts économiques ou idéologiques et ont, de façon consciente ou inconsciente, tendance à s'en faire les avocats», explique le professeur Axel Khan, ancien membre du conseil consultatif français d'éthique. «Si le politique fait ce que l'expert lui enjoint, les hommes politiques deviennent inutiles, il suffit de mettre à leur place les experts. Si, à l'inverse, l'instrumentalisation des experts est totale, ils ne sont que l'alibi de la déresponsabilisation des politiques. La crise des experts est indéniable. Parce que la science prétend détenir la solution de tous les problèmes, chacun de ses échecs devient un scandale. La société est de plus en plus intolérante à l'idée même d'une impuissance, d'un risque potentiel ou d'un danger avéré. L'expert peut avoir tort, mais il importe qu'il expose en toute honnêteté ce qu'il croit être vrai. Mais combien de scientifiques se persuadent que, face aux attaques dont leur discipline est la cible, la meilleure réponse est la défense tous azimuts. Les voilà transformés en preux chevaliers de la "science bonne et belle". Et prompts alors à verser dans l'utopie scientiste, dans la science-fiction idyllique !».

Mais un expert neutre et sans aucun risque de conflit d'intérêts existe-t-il à la surface du globe ? On peut en douter, à voir certains témoignages accompagnant la réforme du FNRS, qui a agité le landerneau depuis fin 2009³. Les opposants au nouveau système dénonçaient

l'opacité et le caractère précipité de la nouvelle procédure d'évaluation des dossiers de recherche, tandis que ses partisans assuraient qu'au contraire, la nouvelle procédure, calquée sur les canons internationaux et notamment européens en la matière, entendait assurer une meilleure neutralité des débats. Réussi ? Voire : «J'ai été antérieurement membre des commissions d'évaluation», explique le professeur Étienne Pays, parasitologue de renom international, biologiste moléculaire, prix Francqui 1996 et directeur du Service de parasitologie moléculaire de l'ULB. «Le système ancien fonctionnait bien. On y œuvrait sans esprit partisan, mais de manière objective et efficace. De toute manière, quand on évalue, la seule garantie contre les conflits d'intérêts est question de raison et de confiance. On ne peut pas y arriver sans cela. Or, le système actuel est basé sur la défiance totale a priori, ce qui fait que la plupart des gens les plus compétents sont récusés a priori. C'est étonnant : un système qui contre-sélectionne les compétences ! Pour évaluer les dossiers, il faut des gens qui sont les plus compétents et donc les plus à même d'être critiques, ce qui n'est pas toujours évident dans des matières très pointues. Quand on n'est pas dans son domaine, tout paraît toujours très bien, mais il faut connaître à fond pour détecter les petites failles. Or, ces gens-là sont précisément rejetés, parce qu'on trouve souvent des conflits d'intérêts possibles. Le monde étant ce qu'il est, quand on est compétent dans un domaine, on interagit avec les gens du domaine. La conséquence ? Les gens sont actuellement évalués par des nuls. L'appel d'offres à experts internationaux que le FNRS a mené a en fait abouti à obtenir des experts sans doute attirés par le lucre, c'est-à-dire tous les seconds couteaux qui ont sans doute du temps à passer à remplir cet office. Dans la plupart des dossiers, ces experts sont inconnus dans le domaine, ce qui est quand même surprenant. Et quand on consulte leur bibliographie de chercheurs, on voit qu'ils ont des curriculums inférieurs à ceux des gens qu'ils évaluent !».

Alors, le recours à une expertise internationale officiellement dépourvue de conflits d'intérêts, vrai progrès ou seule apparence de transparence et d'équité ? Chacun jugera... ■

DEMAIN, LA FAILLITE DES PAIRS ?

La science contemporaine s'évalue essentiellement par les pairs. Mais la globalisation de la science, ainsi que le politiquement correct, semblent parfois aboutir à la sclérose des idées. Une réelle menace pour l'innovation ?

Si l'innovation, la curiosité, les connaissances et l'intelligence sont les matériaux essentiels de la science, il est un mécanisme, assez peu connu du grand public, qui est censé permettre à la science de progresser de manière aussi sécurisée que possible. Imagine-t-on d'appliquer un nouveau traitement médical sans vérifier qu'il fonctionne effectivement, d'employer une nouvelle méthode de construction de pont sans l'avoir passée sous le feu de la critique, de consacrer des milliards à un projet spatial dont l'aboutissement tient de l'improbable ?

L'ensemble du système contemporain d'évaluation de la science est fondé sur des revues à *peer-review*, en français «à comité de lecture par les pairs», où des personnalités expérimentées jugent et jaugent le travail soumis, lui donnant (ou lui refusant) un crédit énorme. Pas de dossier d'enregistrement de médicament, pas de choix d'une politique de santé, pas d'investissement public dans une énergie alternative, pas de carrière dans une université ou un institut de recherche sans une bibliographie à *peer-review*.

Rappelons brièvement, pour le profane, comment ce système fonctionne : l'évaluation peut porter sur une recherche précise soumise pour publication dans une revue scientifique ou destinée à être présentée à une conférence, mais elle peut aussi couvrir l'ensemble des travaux du chercheur ou du groupe de chercheurs évalués, notamment lors du recrutement à un poste ou lors de l'évaluation de projets de recherche par des institutions publiques ou privées¹. Pour les revues, l'évaluation par les pairs est menée par des comités de lecture qui décident si le compte-rendu d'un travail de recherche soumis pour publication est acceptable. Ils sont composés d'un nombre restreint d'experts nommés par l'organisateur de la conférence ou le comité éditorial de la revue scientifique. Certaines revues scientifiques vont jusqu'à inviter un très grand nombre, voire l'ensemble des chercheurs du domaine, à critiquer les articles qu'elles publient : c'est le «commentaire ouvert aux pairs».

Un système qui n'est ni infallible...

Pratiquement, le manuscrit proposé par un ou plusieurs chercheurs est reçu par un des éditeurs, des personnalités du monde de la recherche —la plupart du temps bénévoles— dont le rôle est de choisir les membres du comité de lecture et d'assurer la communication entre ces relecteurs et les auteurs. Celui-ci décide, après une lecture

rapide, si l'article est potentiellement publiable, selon la pertinence de la question évoquée et l'intérêt des résultats. Des journaux multidisciplinaires comme *Nature* ou *Science* rejettent 90 % des articles à ce stade. L'éditeur contacte ensuite plusieurs spécialistes mondialement reconnus, dont le profil correspond aux thèmes et aux techniques abordés dans l'article. Ces spécialistes disposent alors de quelques semaines pour lire le manuscrit de manière approfondie et rédiger un rapport, abordant leur impression générale sur l'article, ainsi que leurs commentaires précis sur d'éventuelles erreurs ou imprécisions. L'éditeur suit généralement l'avis des relecteurs, mais il peut faire appel à un troisième, voire un quatrième avis. Traditionnellement, les rapports sont anonymes.

Mais ce système, qui assure en quelque sorte la colonne vertébrale de l'avancement de la science, vit aujourd'hui une crise majeure.

D'abord, il n'est pas aussi infallible qu'il veut bien le faire croire. Ces dernières années, plusieurs affaires d'impoture ont souligné les failles de ce système d'autosurveillance scientifique. La plus célèbre est l'affaire Sokal. Pour rappel, Alain Sokal, un professeur de physique de l'Université de New York, soumet en 1996 un article pseudo-scientifique à une revue cotée de sociologie. Son ambition : «Publier un article généreusement assaisonné de non-sens qui sonne bien et flatte les préconceptions idéologiques des éditeurs». Manifestement, ceux-ci ont négligé de lire eux-mêmes le texte de manière approfondie, car le texte est un pastiche évident, alignant des citations stupides, mais les camouflant derrière un nuage de mots extraits des sciences sociales, mais aussi relatifs aux mathématiques et à la physique. Sa conclusion a sans doute plu aux éditeurs, puisque Sokal y prétend que les positions philosophiques peuvent être utilisées pour contester les théories scientifiques en place et servir à élaborer de nouvelles théories. Sokal et Bricmont développeront ensuite ce canular en publiant *Impostures intellectuelles*². Jean Bricmont y souligne notamment que le plus grave selon lui n'est pas tant qu'un tel canular ait été admis à la publication —ce qui n'est pas exceptionnel comme le montrent les autres exemples indiqués plus bas— mais que Sokal ait pu appuyer les plus absurdes de ses affirmations par des arguments d'autorité issus des courants de pensée qu'il dénonce. Il y a beaucoup d'autres exemples d'articles canulars effectivement publiés, y compris quelques exemples involontaires, certains «poissons d'avril» manifestes étant pris au sérieux par la revue de destination. ➤

1 On devine l'impact individuel et global de ce mécanisme. En France, sa remise en cause partielle dans la nouvelle loi universitaire, qui associe davantage des personnalités extérieures (non «pairs») à l'avancement des carrières a provoqué un large débat passionné, les uns criant à la politisation et à l'«utilitarisme» larvés du paysage de la recherche, les autres au protectionnisme exacerbé d'une université enfermée dans sa tour d'ivoire.

2 En 1997, Alan Sokal publie avec le physicien Jean Bricmont, professeur à l'Université catholique de Louvain, un livre intitulé *Impostures intellectuelles*, qui développe la thèse abordée par ce canular réussi. Le livre dénonce les abus d'utilisation des sciences dures par les sociologues ou philosophes. Il a provoqué de nombreuses réactions de la part des auteurs concernés et de leurs partisans. L'ouvrage constitue une critique assez sévère envers ce que les auteurs regroupent sous le nom de «philosophie postmoderne». Ils visent en particulier des auteurs qui utilisent les concepts ou le vocabulaire des mathématiques ou de la physique, relevant les erreurs et les invoquant pour dénoncer des pensées vides de sens.

3 Cette réforme n'est évidemment pas traitée ici au fond et n'est signalée qu'à titre d'exemple, particulièrement proche et récent, des débats qui peuvent agiter la communauté scientifique.

... ni parfait

Ce système est aussi loin d'être parfait : «*Ainsi, la publication scientifique est aujourd'hui surtout un business. Il n'est pas rare qu'une revue envoie à un auteur un accord pour publier son travail, à condition de nourrir sa bibliographie de quelques références qui, comme par hasard, sont des articles parus dans la revue, ce qui améliorera le score de celle-ci. Quel chercheur ne va pas obtempérer ? C'est un dilemme cornélien, mais je crois que 9 chercheurs sur 10 le feront*», explique un chercheur belge de haut niveau.

Ensuite, le système des pairs est menacé par un double péril antagoniste. L'avancement de la science, qui doublerait la quantité de données significatives tous les vingt ans, aboutit de fait à une spécialisation de plus en plus poussée des scientifiques. Ceux-ci, comme experts, seraient donc appelés à évaluer soit des concurrents directs (ce qui peut évidemment poser problème), soit un sous-domaine d'expertise qu'ils ne maîtrisent pas vraiment. Ils seraient donc face à ce corpus à évaluer comme face à un texte «à effet puits»³ pour le profane : plus un discours est jargonnant pour le récepteur, plus il est plausible, surtout s'il est envoyé dans le contexte général de la communauté scientifique sérieuse qui utilise la confiance comme pierre d'angle. Mais la globalisation et la massification de la science semblent aboutir aussi à une autocensure des idées innovantes et anticonventionnelles. Convaincre quelques collègues sur base d'un travail solide et d'un «combat argumentatif» interactif, peut-être, mais peut-on y arriver si les relecteurs désignés proviennent du bout du monde et évoluent dans un cadre socioculturel complètement distinct ? Le plus petit commun dénominateur de la science n'est-il pas alors exclusivement le «communément admis», bref des œillères méthodologiques ?

Au demeurant, même séduit par l'hypothèse, un relecteur y regardera à deux fois. Car, en approuvant ce qui lui est soumis, il engage sa responsabilité et, par là même, sa propre carrière et son propre destin. Pourtant, l'histoire de la science est pleine d'exemples où seule la remise en cause profonde des certitudes du présent a permis de progresser. Faut-il rappeler qu'Einstein lui-même croyait en un univers fixe ? Et qu'il sut, ensuite, même à contre-cœur, changer d'avis ?

Vision pessimiste nourrie par quelques déçus du système ou des hurluberlus de la science, dont on barre légitimement la voie

aux théories ? Peut-être. Mais la parole de scientifiques comme le professeur Jean-Claude Chermann, co-découvreur du virus du sida en 1983, doit néanmoins pousser à la réflexion : «*Le système d'évaluation par les pairs ? Ce n'est plus suffisant. Plus vous montez dans la spécialisation et plus il est difficile de réunir des comités de lecture qui soient réellement compétents pour trancher. Cela a été le bon système pendant longtemps, mais ce ne l'est plus. Pour beaucoup de chercheurs, la publication devient aussi une perte de temps. Elle est exigée pour mener une carrière ou décrocher un poste, mais cela devient difficile. Le système d'évaluation, pour moi, est à revoir. (...) Mais ce modèle est arrivé au bout de ce qu'il peut donner. Il est de plus en plus évident que nous sommes face à un problème d'évaluation. La science va tellement vite qu'on ne peut plus évaluer correctement un scientifique qui travaille dans un domaine, ne fût-ce que connexe au sien. (...) Bref, si Pasteur arrivait sur terre aujourd'hui, lui qui a dû briser tant de dogmes antérieurs, comme ceux qui définissaient les bactéries, il n'est pas certain du tout qu'il pourrait être entendu et écouté*».

«*Ce n'est sans doute pas un système exempt de tout reproche, mais je crois que ce système est, comme la démocratie, le moins mauvais des systèmes et je ne vois absolument pas quel autre mécanisme lui substituer. Des tentatives de critique ouverte par les pairs après mise en ligne d'un article peuvent être intéressantes, mais elles sont balbutiantes pour l'instant*», explique Philippe Bouillard, professeur en Faculté des Sciences appliquées à l'ULB et ancien vice-recteur à la politique académique⁴. ■

Fr.So



© Piotr Sikora - Fotolia.com

La science va tellement vite qu'on ne peut plus évaluer correctement un scientifique qui travaille dans un domaine, ne fût-ce que connexe au sien.

DES PROCÈS POUR FAIRE TAIRE LA SCIENCE

HUGUES VINCENT ET FRÉDÉRIC SOUMOIS

Multiplier les actions en justice pour faire taire les opinions qui ne vous conviennent pas, c'est une technique dont usent et abusent certains groupes de pression, mais aussi des entreprises. Peu importe de perdre : en multipliant les actes dilatoires et en retardant la procédure, la partie adverse, même totalement dans ses droits, finira bien par se taire, épuisée financièrement et moralement.

Le jour d'octobre 2001 où il envoie au *Journal du médecin*, un des périodiques les plus lus par les praticiens belges, une tribune sur la question, très controversée à l'époque, de l'équivalence —parfaite ou non— des médicaments génériques avec les médicaments brevetés, Jean Nève, professeur à la Faculté de pharmacie de l'ULB et expert renommé¹, ne s'attend pas à mettre le doigt dans un engrenage qui durera plus de sept ans. Ce jour-là, il met la dernière main à son texte juste après son cours aux candidats pharmaciens, qu'il initie aux dispositions permettant d'assurer et de certifier la qualité des médicaments, gage de leur efficacité et de leur innocuité. Ces règles sont aussi celles qui président à l'opinion qu'il a récemment exprimée sur un plateau de télévision : il faut examiner avec la même rigueur et les mêmes méthodes un dossier de médicament «original» et celui d'une copie générique. Pour avoir exprimé des doutes sur les procédures en vigueur à l'époque, Jean Nève s'est fait traiter de menteur, en direct, par le ministre de la Santé. Pas de quoi impressionner le scientifique, qui réitère donc son point de vue. Dans sa tribune, il écrit notamment que «*du côté de l'introduction de dossiers de génériques [ndlr : examinés par la Commission de Transparence dont il est membre], un certain nombre ne posent pas de problème, mais d'autres restent encore et toujours sujets à caution, que ce soit en raison d'indications non en accord avec celles du produit de référence, d'études de bio-équivalence comportant des "tolérances" inadmissibles et contraires aux normes européennes, ou du développement d'une gamme incomplète de dosages ne permettant pas un traitement correct du patient. (...) L'équivalence thérapeutique même de ces produits n'est pas toujours strictement garantie : au praticien de se débrouiller*».

Si le débat entre spécialistes est alors si vif, c'est qu'il a lieu au plein milieu de l'introduction de nouvelles dispositions qui visent à utiliser plus largement les médicaments génériques, moins coûteux puisque ne devant

pas intégrer tous les coûts de développement. Quand un fabricant veut mettre sur le marché sa copie générique, il est évidemment dispensé de refaire en détail les essais cliniques du médicament original, mais doit établir une «bio-équivalence» qui indique, également par des tests, que sa copie devrait en toute logique avoir le même effet que l'original. Mais, pour certains experts, cette bio-équivalence ne certifie pas toujours la stricte équivalence thérapeutique. Ce débat, parce qu'il a des implications importantes en terme de revenus pour les firmes qui vendent des médicaments originaux et pour celles qui développent la filière générique, est évidemment tendu. Il persiste d'ailleurs toujours aujourd'hui, même si la modification du paysage pharmaceutique et l'intégration du générique dans le cycle de vie du médicament a diminué son intensité.

Dans les milieux professionnels mais aussi auprès du grand public, le professeur Nève est connu comme quelqu'un qui «ne mâche pas ses mots» que ce soit dans ses activités auprès de différentes commissions ministérielles², d'associations de médecins ou de pharmaciens, ou encore lors d'interventions dans les médias. Ses plus fervents défenseurs apprécient qu'en bon scientifique, il dise toujours «ce qu'il pense», même si d'aucuns reconnaissent que, dans certains débats, ses formules, brillantes, peuvent parfois titiller la ligne blanche. Mais, ce jour-là, dans cette tribune, écrite et réfléchie, il ne fait que rappeler un credo finalement assez consensuel : «*On doit garantir au mieux au praticien la substitution parfaite des génériques et des produits copiés*», à partir du moment où l'on veut lui imposer leur utilisation pour des motifs économiques, que Jean Nève trouve par ailleurs louables. «*Mais pas au prix de brader la qualité du médicament !*», précise-t-il.

C'est dire sa surprise quand il reçoit, quelques jours plus tard, la visite d'un huissier qui lui dépose une citation en justice qui l'accuse «d'hostilité à l'égard des médicaments génériques, d'instiller un doute et de semer le trouble dans la profession médicale, en violant les obligations des journalistes, en tenant des propos dénaturés, erronés, calomnieux, de porter atteinte à l'honneur et à la réputation de plusieurs sociétés diffusant en Belgique des médicaments génériques, avec intention de nuire». Les sociétés qui l'attaquent sont opportunément regroupées au sein d'une association sans but lucratif afin de joindre leur action. On lui réclame 100 000 francs belges de dommages et intérêt. Dès cette étape, les reproches qu'il a justement adressés aux «dossiers de génériques» sont interprétés comme touchant les produits eux-mêmes et leur catégorie dans son ensemble, ce que le professeur n'a jamais dit ou écrit. Une simple relecture suffirait à l'établir...

1 En 2001, il est membre de la Commission de Transparence et expert à la Chambre des Médicaments. Il est actuellement président du Conseil supérieur de la Santé, un organe majeur d'aide à la décision en matière de santé publique.

2 Il est actuellement membre titulaire de l'Académie royale de Médecine, alors qu'il n'est pas médecin diplômé. C'est dire si son expertise et son indépendance sont reconnues...

Un calvaire pour défendre la liberté d'expression

Pour le professeur Nève, la suite va ressembler à un long et douloureux calvaire. Néanmoins, disposé à lutter et à défendre sa liberté d'expression, il décide de demander à un avocat, doyen de la Faculté de Droit de l'ULB, d'assurer sa défense. Celui-ci constate rapidement les défaillances de la première citation au civil qui s'éteint par manque de réaction des plaignants. Peu après, une tentative «d'arrangement à l'amiable» sera lancée. Si le professeur consent à faire publier un correctif «spontané» dans le même journal, la partie adverse retirera la plainte. Les plaignants vont jusqu'à faire citer des extraits tronqués de courriels confidentiels qui pourraient faire croire que le professeur a reconnu son incompétence sur le sujet. «*Tout semblait bon à plaider et avec n'importe quels moyens : excès de langage, citations tronquées,*



attaques sous la ceinture, allégations mensongères. L'avocat des firmes était de plus un collègue de mon université, que j'estimais alors beaucoup et que je croisais même dans ma vie universitaire. Bien entendu, ce faisant, il exerçait sans doute son métier d'avocat, mais le fait que ce soit un pair qui attaque ses collègues me titillait encore davantage». Jean Nève refuse alors tout «compromis indigne» : «*Pour moi, le fait que je m'exprime sur une question scientifique est non seulement un droit, mais aussi un devoir. En revenant sur mon opinion tel un pleutre alors que rien n'avait changé dans les faits, j'aurais abandonné ce droit d'expression que j'estime fondamental. J'aurais certes fait taire les chiens, mais aurais-je pu encore me regarder dans le miroir ?».*

Une deuxième citation «légèrement corrigée» viendra donc en 2003. Les parties adverses vont cependant multiplier les rendez-vous manqués, les reports de fixation et les arguments dégradants : «*Mon avocat finira par invoquer une tentative de pression contre moi et réclamer la condamnation des plaignants pour procédure "téméraire et vexatoire". L'objectif de l'action n'était clairement plus d'obtenir réparation, mais de tenter de me museler et de faire en sorte que je ne m'exprime plus sur le sujet».* En 2005, les sociétés plaignantes

sont déboutées et le jugement épingle notamment «qu'on a sorti des phrases de leur contexte». Le tribunal reconnaît que Jean Nève a subi un dommage moral et condamne les parties adverses pour procédure abusive. Bien sûr et comme attendu, les plaignants iront en appel «pour faire durer le plaisir». Le tribunal, fin... 2008, confirmera le bon droit du professeur Nève. Et surtout soulignera que le jugement de valeur du spécialiste est largement partagé par d'autres spécialistes de la question. Le tribunal ira même plus loin, confirmant une sorte de privilège de l'expert : «*Il s'est exprimé en qualité de professeur d'université et il dispose, à ce titre, de la liberté académique, qui traduit le principe selon lequel les enseignants (...) doivent jouir, dans l'intérêt même du développement du savoir et du pluralisme des opinions, d'une plus grande liberté pour (...) exprimer leurs opinions»* et que «*la liberté académique constitue un régime particulier du principe général de la liberté d'expression en ce qu'elle offre une protection encore plus étendue et rigoureuse».* Manifestement fâchée, la Cour condamne finalement les plaignants tout en envoyant un message de fond exemplaire sur le respect de la liberté d'opinion.

Un jugement qui a fait jurisprudence

Pour voir la fin du cauchemar, le professeur Jean Nève aura donc dû attendre huit longues années. Il a obtenu en dédommagement une somme sous-évaluée : «*Rien que le prix de ma défense en justice s'est élevé à beaucoup plus que ce montant. Mais c'est surtout le fait de la pression anxiogène permanente et celui de devoir répondre à des attaques ignobles qui mettent votre probité en cause qui sont éprouvants. Et finalement, la partie adverse a quand même marqué des points car, pendant que je me battais sur ce front, je disposais de moins de temps et d'envie pour exprimer mes opinions. Je me suis certes battu pour voir la liberté d'expression et la liberté académique reconnues, dans un jugement qui fait jurisprudence pour tous mes collègues et j'espère qu'ils m'en sont reconnaissants. D'autres, mis dans la même situation, ont fait marche arrière. Il est vrai que ce combat m'a aidé à savoir qui étaient mes vrais amis et jusqu'où pouvait aller la chaleur de leur soutien, mais c'est une épreuve que je ne souhaite à personne».*

«*Dans la sphère scientifique, mais aussi médiatique ou politique, ce type de procès ou de menace de procès tend à se multiplier dans notre pays, à l'image de ce qui est déjà largement pratiqué en Amérique du Nord»*, note un observateur des médias qui préfère rester anonyme pour éviter... les procès. «*C'est une pratique courante pour certains groupes sectaires, certaines entreprises, certains groupes de pression engagés dans des combats qui agitent la place publique. Si vous disposez de ressources importantes et que vous pouvez payer un bon avocat à l'année, peu importe que l'homme que vous poursuivez ait raison, peu importe qu'il soit dans son bon droit, peu importe qu'il n'ait, en exprimant son opinion d'expert, qu'accompli non seulement son droit mais aussi son devoir envers la société. Si vous voulez le faire taire, faites-lui un procès. L'objectif n'est évidemment pas de gagner en justice, mais d'étouffer votre adversaire, qui, même s'il est résistant, finira par se taire par épuisement, lassitude et solitude. Cela marche presque toujours».* ■

LES INAVOUABLES SECRETS DE LA ROSIGLITAZONE

Le large emploi de médicaments est soumis à un système de validation scientifique approfondi et théoriquement ultrasécurisé. Pourtant, certains n'hésitent à enfreindre ces règles et manipuler la science pour garantir leur intérêt.

24 septembre 2010. Un communiqué de l'Agence européenne du médicament (EMA), l'organe commun de contrôle des médicaments pour l'Union européenne, annonce que la rosiglitazone, un antidiabétique vendu sous la marque *Avandia* par GSK, est désormais totalement interdit. L'Agence belge du médicament recommande immédiatement aux médecins belges d'en arrêter la prescription. Le même jour, à la même heure, la FDA, homologue américaine de l'EMA, qui avait déjà émis un avis en juin sur l'innocuité de l'*Avandia*, a pris une décision presque aussi stricte, mais différente, en choisissant de restreindre très sévèrement à quelques catégories de patients l'usage de l'antidiabétique aux États-Unis.

Ces deux décisions sont la conséquence directe d'études rétrospectives publiées depuis 2007, qui ont montré que l'usage de l'*Avandia*, répandu depuis 1999, induisait un risque élevé de problèmes cardiovasculaires (y compris d'attaques cardiaques et cérébrales) pour les patients. Mais le doute existait au moins depuis 2002. Ne le cachons pas : cet effet secondaire est une mauvaise surprise pour tout le monde. Car un antidiabétique possède, *a priori*, une vertu cardio-protectrice : l'excès chronique de sucre dans le sang qu'entraîne un diabète non traité se manifeste clairement par un risque fortement augmenté de nombreuses maladies cardiovasculaires. Que soigner le diabète puisse augmenter un risque cardiovasculaire est donc, sur le plan de la théorie, incongru. Mais c'est arrivé...

Tordons d'emblée le cou à un canard : cet effet négatif ne pouvait pas être établi avant la mise sur le marché du médicament, car il n'apparaît qu'après de larges études rétrospectives, sur plusieurs années, qui tentent de neutraliser au maximum les différences objectives entre deux malades qui ont le même profil biologique et sont traités, l'un avec le produit qu'on observe et l'autre avec une autre molécule. Les trois phases traditionnelles d'essais pour un médicament qui visent à garantir l'innocuité, la dose adéquate et l'effet thérapeutique d'une molécule, ne pouvaient donc prédire cet effet négatif. C'est la pharmacovigilance qui doit surveiller ce type d'effets. Mais ici, les choses vont dérapier.

Car le scientifique de référence, Steven E. Nissen (*Cleveland clinic foundation*), a révélé de bien étranges pratiques autour de la rosiglitazone. Il explique notamment que, dès les premiers essais, cette classe de médicaments aurait dû faire l'objet d'une surveillance accrue : «*Son moyen d'action affecte plus d'une centaine de gènes, ses effets sont donc imprévisibles et cela suppose une surveillance biologique complète. Plus de 50 molécules qui partagent son moyen d'action ont été écartées d'emblée parce qu'elles montraient une forte toxicité, notamment pour le cœur. On manipule une molécule puissante, il faut développer une surveillance adaptée»*¹.

Nissen révèle d'autres épisodes-clés troublants de l'entrée du médicament sur le marché. L'officier de la FDA qui examine le dossier souligne son inquiétude : la rosiglitazone entraîne des œdèmes et des augmentations de la taille du cœur, y compris dans les essais animaux. L'accroissement du poids corporel et la dégradation du profil lipidique dus à la molécule sont négatifs, dit-il, car «*l'athérosclérose est une cause majeure de morbidité et de mortalité chez les diabétiques de type II»*. S'il faut quand même approuver la rosiglitazone, il faudra mener une étude de pharmacovigilance renforcée chez les patients, insiste-t-il. Le médicament est finalement largement mis sur le marché.

L'expert menacé

Pourtant, un expert éminent du diabète, le docteur John Buse, émet rapidement des doutes publics sur l'innocuité de la molécule. À tel point que, comme le révélera une enquête du Sénat américain, une délégation du producteur du médicament finit par se rendre au domicile de l'expert sceptique. Des avocats menacent l'expert de poursuites, ses remarques et leur qualité pouvant entraîner une perte de revenus potentielle de 3 milliards d'euros. À cette époque, la rosiglitazone est en effet le médicament antidiabétique le plus vendu au monde... Le scientifique finit par accepter, accablé par la menace, de signer un document dans lequel il s'engage à se taire dorénavant sur la sécurité du médicament.

Les ventes de la rosiglitazone, elles, continuent à s'envoler, suivant la courbe du développement du diabète de type 2, une maladie de civilisation due au style occidental d'alimentation et de sous-activité chronique. En 2007, les premières études de suivi après la mise sur le marché aboutissent enfin. Nissen produit sa première méta-analyse, plutôt défavorable au produit. Il l'envoie pour publication au *Lancet*, une revue médicale prestigieuse. La ➤

¹ Voir Steven E. Nissen, «The rise and fall of rosiglitazone», *European heart journal* (European society of cardiology), 12 février 2010. C'est le même scientifique qui réalisera deux méta-analyses d'études rétrospectives qui contribueront, *in fine*, aux décisions des deux autorités de régulation du médicament. Ses conclusions restent néanmoins controversées, notamment à cause de l'hétérogénéité des patients inclus dans les différentes études incorporées dans les méta-analyses.

publication dans une revue de haut niveau, avec un comité de lecture généralement composé des sommités de la matière examinées, est en effet une condition *sine qua non* pour qu'une étude scientifique ait de l'impact. L'étape de la «révision par les pairs» est en effet celle qui permet à ceux-ci de vérifier la qualité des données publiées. Or, en violation des règles élémentaires de confidentialité, un des «réviseurs» faxe illico une copie du texte à GSK, qui peut ainsi préparer sa riposte à l'argumentation de Nissen, que la firme ne devrait théoriquement pas connaître avant publication. Plus grave, le *Wall Street Journal* publiera plus tard des courriels internes qui prouvent que la firme connaissait le risque cardiaque mis en évidence dès 2005, sans toutefois mettre les médecins et les patients en garde.

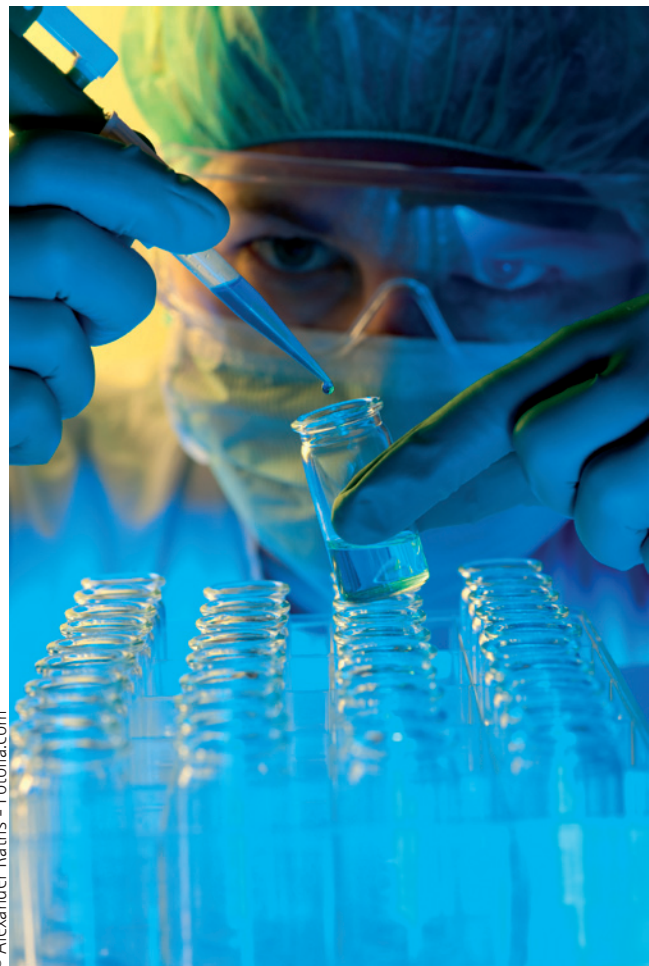
En fait, ces éléments nouveaux ne devraient pas nécessairement entraîner le retrait total de la rosiglitazone, qui est un médicament puissant contre le diabète. Mais ils devraient limiter son emploi, en le réservant aux patients qui en recevront néanmoins davantage de bienfaits que de risques supplémentaires². La firme GSK va-t-elle donc, comme on devrait s'y attendre, livrer ses résultats à l'autorité de régulation du médicament, afin de retoucher l'agrément du médicament, en toute transparence et éthique ? Pas du tout, elle les conserve pour elle et préfère intimider ceux qui ne partagent pas son enthousiasme pour sa molécule.

Et la «rosi» reste en vente. Mais cela commence à sentir le roussi : en janvier 2009, les deux grandes associations savantes du diabète, l'Américaine et l'Européenne, dissuadent carrément les médecins d'en encore utiliser le produit.

Manœuvres et manipulations

Et le pire reste à venir : en juin 2010, lors du congrès de l'Association américaine sur le diabète (ADA), le plus important de la discipline, est publiée une double étude qui confirme un risque cardiaque augmenté de 28 à 39 % mais pas accompagné d'un plus grand nombre de décès résultant d'un infarctus. Les docteurs Steven Nissen et Kathy Wolski de la *Cleveland Clinic Foundation* ont passé au crible les résultats de 35 531 patients. Premier bouchon. Le second est une étude menée de 2006 à 2009 par le Dr David Graham, un médecin de l'autorité américaine du médicament (FDA), à partir de données médicales de 227 571 patients, une énorme cohorte. Les résultats montrent que la rosiglitazone accroît effectivement le risque de défaillance cardiaque de 25 % et celui d'attaque cérébrale de 27 % comparativement à la pioglitazone, une autre glitazone concurrente.

La publication de cette étude fait l'effet d'une bombe. À cause de son contenu, bien entendu. Mais surtout parce que cette étude est rescapée d'une tentative de manipulation grossière : Graham révèle en effet dans *HeartWire* que son manuscrit a lui aussi été volé, au sein même de la FDA, pour être envoyé à un blog spécialisé. Or, la



© Alexander Rathis - Fotolia.com

simple publication préalable sur un autre support disqualifie théoriquement le manuscrit pour la publication dans le *Journal of American Medical Association (JAMA)*, un des journaux médicaux les plus prestigieux. Et renvoie théoriquement l'étude aux oubliettes des publications scientifiques, la disqualifiant pour toute évaluation de risques.

Mais la manœuvre échoue : la revue publie quand même son étude. Deux sénateurs américains qui ont suivi le dossier de la rosiglitazone révèlent dans la foulée que le laboratoire avait omis de publier des analyses indiquant très tôt que celle-ci présentait un danger accru. La Dr Rosemary Johann-Liang, ex-responsable à l'agence des médicaments, affirme que Glaxo a retenu des informations sur les risques cardiaques de l'Avandia. «Ce qui s'est passé avec cet anti-diabétique (montre qu'il faut) muscler le service de la FDA responsable de surveiller l'innocuité d'un médicament mis sur le marché», souligne le sénateur Grassley. La Dr Johann-Liang avait déjà dit en 2009 que la FDA avait examiné des rapports internes de chercheurs de GSK faisant part très tôt de leurs inquiétudes.

Au sein de l'autorité américaine du médicament, les experts restent partagés et aboutiront à un retrait partiel assorti de mises en garde. Ceux de l'autorité européenne préfèrent le retrait total. Mais «l'affaire Rosiglitazone» a d'ores et déjà poussé les experts des deux autorités du médicament à modifier les protocoles d'examen des futurs médicaments candidats contre le diabète. On espère qu'ils prévoient également davantage d'éthique... ■

H.V. et Fr.So

UNE RECHERCHE ACADÉMIQUE BIENTÔT SOUS L'ÉTEIGNOIR

À côté de la recherche clinique menée par les firmes pharmaceutiques grâce au profit probable apporté par un médicament innovant, la recherche clinique purement académique ne trouve plus de moyens de se financer, alors qu'elle subit de lourdes contraintes administratives et financières.

«Je ne saisis pas la différence que vous évoquez entre recherche académique et recherche commerciale ou pharmaceutique. Pour nous, il n'y a pas à appliquer un traitement différencié aux essais cliniques selon ce critère. Nous ne voyons pas d'ailleurs pas comment définir la frontière entre ces deux types de recherches». C'est la réponse de Stefan Fühling, l'expert de la DG santé et consommateurs de la Commission européenne délégué, le 2 septembre, lors d'un colloque de haut niveau sur l'avenir des essais cliniques organisé par les Académies royales de médecine et l'Organisation européenne pour la recherche et le traitement du cancer (EORTC), premier sponsor public d'études cliniques en Europe. Elle glace les spécialistes présents, venus de toute l'Europe. La réponse a le mérite d'être claire. Elle synthétise parfaitement le fossé que les praticiens de l'art de soigner éprouvent entre leur pratique quotidienne et le cadre administratif, éthique et financier qui les limite.

Alors, le professeur Martine Piccart qui dirige le service de médecine de l'Institut Jules Bordet, mais qui préside aussi le Breast International Group, groupement international de recherche non lucratif sur le cancer du sein, se lève à nouveau et reprend la parole pour expliquer ce qu'elle constate chaque jour, ainsi que ses collègues des groupes de recherche en cancérologie : «Je suis extrêmement préoccupée par l'évolution de la recherche académique de ces dernières années. D'abord par rapport à la recherche innovante, non liée à des médicaments, comme un nouveau test diagnostique, la toxicité de thérapies à long terme ou une nouvelle radiothérapie. C'est, pour le chercheur académique, un véritable parcours du combattant. À cause d'une énorme bureaucratie et parce que le financement de ce type de recherche devient chaque jour plus difficile et compliqué. Évidemment, c'est une recherche qui apporte un bénéfice à la société, mais qui ne rapporte pas d'argent à un investisseur !».

L'indispensable recherche pharmaceutique

Pourtant, l'industrie pharmaceutique offre d'importants moyens pour réaliser des essais cliniques sur de nouvelles molécules. Le professeur Martine Piccart n'a-t-

elle pas joué elle-même un rôle actif dans le développement de nouvelles chimiothérapies, comme l'herceptine, un médicament d'autant plus étonnant qu'il a permis une augmentation impressionnante des taux de rémission et de survie pour un groupe de patientes jusque-là quasi sans espoir ?

«Ne me faites pas dire que la recherche pharmaceutique de l'industrie n'est pas utile ni opportune. Elle est évidemment essentielle. Et notre rôle de chercheurs indépendants est d'ailleurs aussi très important au cœur de cette partie de la recherche qui étudie l'efficacité de nouvelles molécules, car nous pouvons notamment influencer le profil de ces études. Ou, plutôt, nous le pouvons. Car aujourd'hui, davantage qu'hier, l'industrie, pour maximiser sa réussite, va choisir les doses les plus élevées et les durées de traitement les plus longues. C'est à nous, chercheurs académiques, de peser pour tester si une plus faible dose, avec moins d'effets secondaires, ne serait pas aussi efficace. Mais cela devient de plus en plus difficile d'imposer ce souci du patient avant tout ! Car l'ensemble du financement de ces essais est dans les mains de l'industrie. Et elle ne va plus être désormais très à l'écoute de notre souhait d'ajouter à une étude un bras¹ où ce médicament soit donné pour une plus courte période que celle choisie pour l'étude principale. Or, ce mode d'administration peut parfaitement être suffisant et minimiser les effets secondaires du médicament. Il peut aussi en diminuer le coût. Mais si on ne fait pas l'étude, on ne pourra jamais le savoir ! Donc, on voit de plus en plus des essais de phase 3² de nouveaux médicaments en cancérologie qui n'ont que deux bras, le bras contrôle et le bras où le nouveau médicament est donné de manière très intense».

Toujours selon Martine Piccart, «L'industrie pharmaceutique nous répond qu'elle n'a plus assez de ressources pour nous aider à pratiquer une recherche translationnelle (ndlr : qui apporte directement les bienfaits de la recherche au lit du patient) de pointe. Or, cette recherche est un devoir vis-à-vis des patients et de la société. L'avantage global détecté dans les essais ne touche pas tous les patients. Savoir qui en bénéficie réellement passe notamment par l'analyse génétique des tumeurs. Pour aboutir par exemple à ne plus donner de traitements toxiques (et coûteux) à des patients qui ▶

¹ Les protocoles d'essais cliniques comparent plusieurs «bras», à savoir plusieurs attitudes thérapeutiques. Les patients qui acceptent d'être inclus dans une étude dite randomisée sont tirés au sort, afin de se voir attribuer un des traitements de l'étude. Lorsqu'assez de patients ont été inclus, et que la durée du traitement a été suffisante, des statisticiens comparent les résultats afin de voir quel est le traitement qui donne les meilleurs résultats (plus grande proportion de malades guéris, survie allongée, moins grande toxicité pour des survies identiques, meilleure qualité de vie...). Idéalement, le médecin qui assure le suivi quotidien du patient ne connaît pas le bras dans lequel se trouve le malade. Ceci permet d'éviter l'enthousiasme du médecin qui serait persuadé, au départ, qu'un produit ou une méthode est supérieur à un autre. C'est ce qu'on appelle une étude en «double aveugle», ni le patient ni le médecin ne savent quel médicament est utilisé. Rajouter un «bras», pour par exemple tester une demi-dose ou un traitement standard plus court, entraîne évidemment des dépenses substantielles, puisque, pour être concluante, l'étude doit recruter de nombreux patients dont le profil initial est comparable aux autres «bras» de l'étude.

² Une étude de phase trois est la phase finale de l'analyse d'un futur médicament. C'est une phase après d'un grand nombre de patients qui souffrent effectivement de la maladie ciblée, afin d'évaluer l'impact du médicament. Les phases 1 et 2 sont respectivement des études pour garantir l'innocuité et le dosage adéquat. Elles sont elles-mêmes précédées d'études in vitro et animales.

² C'est plus fréquent qu'on ne le croit : chaque médicament contient sa part de prise de risques, raisonnable ou non par rapport au bienfait espéré ou souhaité. Aucun médicament n'est efficace à 100 % pour tous les patients, aucun n'est dépourvu d'effets secondaires ou de contre-indications. Aucun vaccin ne protège absolument contre une maladie.

n'en bénéficieront pas. Les essais cliniques détectent donc effectivement un avantage global des nouvelles molécules, mais on sait très bien que tous les patients ne bénéficieront pas de cet avantage. Nous, notre souhait de chercheurs et de cliniciens est d'essayer de prédire qui en bénéficiera réellement. Car la réalité clinique, c'est qu'un même médicament anticancer donné à deux patients qui paraissent identiques donne des résultats parfois extrêmement contrastés. Cela veut dire qu'il faut mettre en œuvre de nouvelles technologies disponibles qui permettent par exemple de décrypter l'expression des gènes de la tumeur ou de chercher une signature de gènes qui permet de prédire la réponse d'un médicament donné. Or, toute cette recherche est médiocre aujourd'hui, ce qui entraîne une spirale des coûts, sans bénéfice pour le patient. On ne la développe que sur un petit échantillon de la population, les conclusions ne sont donc pas du tout validées au niveau scientifique, vu leur manque de force statistique. Car, que se passe-t-il aujourd'hui? Le médicament est finalement approuvé pour tous les patients qui répondent aux critères d'enrôlement dans l'étude, mais nous restons dans l'incapacité de prédire quel patient en bénéficiera vraiment. C'est une erreur fondamentale de ne pas avoir une réflexion en profondeur sur la manière dont les pouvoirs publics devraient s'impliquer davantage dans cette recherche, y compris dans la recherche dite "commerciale", qui est finalement conduite sans que le monde académique puisse avoir ce rôle de filtre».

Quelles solutions apporter pour contrecarrer cette évolution négative? «Je note que les firmes pharmaceutiques ont des attitudes a priori très différentes dans ce qu'elles sont prêtes à investir pour prédire quels patients répondront effectivement à leur médicament. Mais les plus «volontaires» nous disent, à raison, qu'elles ne peuvent investir lourdement quand leurs concurrents ne le font pas, sans risquer de perdre leur compétitivité. On pourrait donc imaginer de rembourser moins bien le médicament nouveau qui est démontré efficace, mais sans savoir chez quel type de patient. Et mieux le médicament efficace pour lequel la firme a fait l'effort de mener des études complémentaires afin de savoir quelle sous-population réagira positivement au médicament. Ce serait équitable et ce serait un cercle vertueux».

Le cas de l'herceptine

Spéculation théorique? Pas du tout. «Je me souviens d'un exemple criant. Je suis allé voir le ministre de la Santé belge pour discuter de la nécessité de rembour-

ser l'herceptine, un traitement qui coûte 36 000 euros, à chaque femme qui se présente avec un cancer précoce, qu'on appelle les cancers neu-positifs³. C'est l'ironie du sort. Les études cliniques ont bien montré que l'herceptine réduit substantiellement les risques de récurrence. Mais on sait aussi très bien que ce n'est en moyenne qu'une femme sur deux qui répond potentiellement à ce médicament. Dans ces études, menées essentiellement par l'industrie, personne n'a financé la recherche dite translationnelle. On n'a donc pas collecté les tumeurs des patientes et on ne dispose donc pas du matériel biologique pour identifier des marqueurs potentiels qui, au-delà de la simple présence du récepteur neu, pourraient prédire quelle femme réagirait au médicament. C'est une sorte de punition. Les gouvernements en Europe ont dû trouver un financement important pour ce nouveau produit. Si les États s'étaient investis à temps dans la recherche translationnelle, s'ils n'avaient pas laissé l'industrie pharmaceutique décider

pour tout, on serait arrivé à une médecine moins coûteuse. Investir de façon médiocre vous revient un jour ou l'autre dans la figure, comme un boomerang... Aujourd'hui, je préside un groupe de recherche international qui va tester auprès de 6 000 femmes un schéma de diminution de la toxicité du traitement du cancer du sein, avec des patientes venues du monde entier. Si l'étude est correctement financée, cela permet de collecter les tumeurs et leur bagage génétique, afin de savoir distinguer l'efficacité et la toxicité différenciée selon les groupes ethniques. Il faut 40 millions pour le faire. Figurez-vous que nous devons aller frapper à la porte d'associations de patientes nord-américaines pour arriver à réunir ces fonds. Ni le «pharma», ni les fonds publics de recherche ne suffisent à le faire. C'est préoccupant. Et l'énergie qu'il faut déployer pour maintenir en vie ces consortiums de recherche académique est vraiment énorme. Ma crainte est qu'il n'y aura pas demain des jeunes qui feront cet effort, si on ne cesse de nous rendre les choses plus compliquées». ■

H.V. et Fr.So



© zzzdim - Fotolia.com

LA QUESTION DU CLIMAT EST-ELLE FERMÉE DE L'INTÉRIEUR ?

Après des décennies d'inconnues, le rôle de l'activité humaine sur le climat est enfin mis à jour. Mais cela doit-il transformer les chercheurs en prêcheurs? Ou les changements climatiques doivent-ils rester une question ouverte à l'observation et à l'expérience?

Le réchauffement climatique¹, ce n'est pas un scoop: dès 1896, le Suédois Svante Arrhénius a déduit du mécanisme physique de l'effet de serre que la combustion massive de carbone fossile (à son époque, le seul charbon) allait augmenter la teneur en gaz carbonique de l'air et augmenter sa température. Mais cette affirmation est restée quasiment sans conséquence jusqu'à la fin des années 1980, faute de références aux relations passées entre climat global et teneur en gaz à effet de serre et faute de moyens de modélisation informatique permettant de simuler un climat sous effet de serre renforcé. Depuis, de simplement qualitative, cette théorie est devenue quantitative, ouvrant la perspective de pouvoir décrire l'avenir du climat, de déterminer quelle est la part du réchauffement liée à l'activité humaine et, surtout, de pouvoir éventuellement moduler cette activité afin d'éviter de lourdes conséquences dommageables.

Mais cette modulation ne peut se faire qu'en influençant profondément les modes de développement, introduisant un facteur de durabilité et d'équilibre inconnu des modèles actuels. Pour la réaliser, il faut exposer un coût humain et social très important. Car il ne s'agit pas seulement de rogner les dividendes des groupes pétroliers, mais aussi de substituer un modèle de croissance plus durable pour les trois quarts de la planète dits en voie de développement... Mesurer quel serait l'impact réel de l'intervention humaine devient alors essentiel.

Des «affaires» qui vont révéler des failles

Vu l'enjeu, les débats enflamment la société. La recherche climatique, elle, ne cesse de progresser, notamment boostée par la puissance toujours étendue des calculateurs, qui font reculer les frontières de la modélisation. Les deux mamelles habituelles de la science, l'expérience et l'observation, sont en effet bridées pour régler la question du futur du climat: on ne dispose pas d'une deuxième planète Terre pour y tester des solutions et les mesures historiques fiables portent sur quelques dizaines d'années de recul seulement. C'est dire que les climato-sceptiques², comme l'ancien ministre français de l'Éducation nationale Claude Allègre³, pourront aisément s'engouffrer dans les failles des certitudes développées

par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), un groupe d'experts formé par les pays de l'ONU pour les aider à piloter cette évolution. En gros, le GIEC pratique une veille technologique de haut niveau, il comprend des experts renommés venus du monde entier, généralement prélevés au cœur des climatologues. Mais pas seulement... Et son fonctionnement va susciter des critiques. En effet, tous les quatre ans, un premier panel international de scientifiques réalise un premier rapport. Celui-ci est transmis à un second panel composé de représentants des gouvernements (certains sont scientifiques, mais d'autres non) qui établit le consensus sur un scénario. Le premier rapport, très volumineux, contient des points de vue assez nuancés, mais il n'est guère lu. C'est le second rapport, plus court, plus politique, plus affirmatif qui servira, ensuite, à déterminer, par exemple, les taux de réduction d'émissions à imposer aux États au terme de longues négociations où la science laisse la place à la diplomatie et aux rapports de force.

Plusieurs «affaires» vont révéler des pailles dans l'acier des conclusions du GIEC. La plus connue, c'est la publication en novembre 2009 d'un millier de courriels volés dans l'ordinateur d'un chercheur anglais de l'Université d'East Anglia. Leur contenu — il est vrai, tendancieusement tronçonné — semble indiquer que des données ont été manipulées afin d'en masquer d'autres contredisant l'origine humaine du réchauffement. Les courriers révèlent aussi une détestation de mauvais aloi à l'égard des sceptiques du climat. Mais pas de quoi vraiment «démonter» les conclusions du GIEC. Mais, lors du sommet de Copenhague, l'affaire permet à certains pays de réclamer des études supplémentaires avant toute action.

Une autre affaire suit de peu. Le dernier rapport du GIEC évoque la disparition des glaciers de l'Himalaya en 2035. Une grave erreur. Mais c'est surtout la manière dont elle a été incluse dans les travaux, supposés très sérieux et très relus, du groupe d'experts, qui fait froid dans le dos: cette date inexacte provient d'un rapport du WWF qui l'attribue erronément à une étude de la Commission internationale de la Neige et de la Glace alors qu'en réalité elle est issue d'un article du *New Scientist*, une revue de vulgarisation scientifique britannique qui ne fait pas l'objet d'une éva-

1 Sur le sujet voir aussi l'entretien avec Daniel Tanuro en pages 22 et 23.

2 Ce terme, utilisé par leurs détracteurs, désigne autant ceux qui nient carrément le réchauffement du climat que ceux qui nient l'importance donnée à l'activité humaine sur ce résultat. Malheureusement, il est parfois aussi utilisé envers qui-conque se contente de remettre en cause ou en doute une des conclusions du GIEC.

3 Celui-ci a publié un article dans *L'Express* en 2006 qui mettait en cause la «vérité officielle» sur le réchauffement et sur le fonctionnement du GIEC. Cet article a fait grand bruit et s'est attiré les critiques d'un grand nombre de climatologues de haut niveau. Dans un livre paru cette année, *L'imposture climatique* (Plon), il développe cette critique, épinglant notamment les erreurs factuelles contenues dans les rapports du groupe d'experts. Le livre d'Allègre a lui-même fait l'objet d'une critique approfondie qui a mis en évidence de nombreuses approximations scientifiques.



© photlook - Fotolia.com

Sur le climat, le débat ne cesse de se durcir. Il faut remettre la science au cœur même du processus de recherche.

luation par les pairs comme c'est le cas pour les revues proprement scientifiques. La date de 2035 serait une coquille sur un chiffre plus réaliste mais controversé : 2350, date à laquelle le géographe russe Vladimir Kotlyakov a calculé que les glaciers extrapolaire pourraient avoir disparu à 80 % si le rythme du réchauffement se maintenait. Quelques jours plus tard, une autre erreur grossière sera relevée concernant le pourcentage du territoire des Pays-Bas situé en dessous du niveau de la mer.

«*Quand on rédige un rapport, une erreur est toujours possible*», reconnaît un climatologue. Cette erreur-ci «*coûtera cher*» au GIEC, a reconnu Rajendra Pachauri, son patron. Effectivement, le GIEC s'excuse, le rapport est corrigé. Mais la polémique relance l'ardeur des sceptiques. Les experts liés au GIEC sont accusés d'alarmisme, au risque de voir la gravité de leurs conclusions diluée par l'air du scandale. Pour calmer les esprits, les Nations unies créent un comité indépendant, chargé d'évaluer les procédures suivies par le GIEC. L'enquête du Conseil interacadémique, composé de 15 académies des sciences de différents pays, n'a finalement pas remis fondamentalement en cause les conclusions du rapport du GIEC, mais a assorti son blaseing d'une très sévère mise en garde : «*Il estime que le groupe doit réformer fondamentalement sa structure de direction et renforcer ses méthodes de travail*».

Plus de simulations que d'observations

«*Cela me paraît essentiel, tant la manière de mener le débat du climat que de faire progresser la science à ce sujet me paraît aujourd'hui inadéquate*», réagit Samuel Nicolay, chargé de cours à l'Université de Liège, mathématicien et spécialiste des ondelettes, un outil mathématique complexe qui, avec d'autres chercheurs du laboratoire de climatologie de l'université, lui a permis de mettre en évidence l'existence de cycles climatiques jusqu'alors inconnus, de 30 et de 42 mois⁴. «*Sans vouloir, sans pouvoir se prononcer sur la crédibilité de l'une ou l'autre des théories de l'importance de l'être humain dans le réchauffement climatique, force est de constater que, selon certains mé-*

dias, les experts du climat sont presque tous des adeptes du réchauffement anthropique. Ce qui est condamnable, c'est la démarche sectaire d'un certain nombre de ces experts qui minimisent les travaux allant à l'encontre de la théorie dominante. Cette manière de procéder est contraire à l'esprit scientifique. Aujourd'hui, pour publier certains de mes résultats, je suis obligé d'éluder certaines conclusions qui pourraient mettre en cause le réchauffement climatique tel qu'il est décrit par le discours dominant».

Pour que ce discours dominant s'impose, il est de première importance pour les modélisateurs que les observations soient comparables aux résultats des modèles. «*Or, ce n'est pas toujours le cas. Une première explication provient d'une possible mauvaise qualité des observations. De fait, les thermomètres et les méthodes de mesure ont évolué, les stations ont été déplacées et l'îlot de chaleur de la ville proche a grandi avec l'expansion urbaine. Ce type d'événements perturbe la qualité des relevés de températures. Afin de les rendre homogènes, la plupart des séries de température ont subi certains "ajustements" destinés à prendre en compte l'évolution des conditions de mesure. Et c'est ici qu'une polémique naît : pour une partie de la communauté scientifique, les modèles sont incapables d'intégrer tous les paramètres climatiques (les mécanismes du climat sont encore mal connus), les données ajustées ne traduisent pas la réalité, alors que les températures non modifiées ne sont pas disponibles. Pire, certains prétendent qu'à trop se baser sur les simulations, on perd la base même de la démarche scientifique : l'observation. Ils demandent que d'autres origines possibles du réchauffement climatique soient prises en considération. Pour eux, les conséquences des gaz à effet de serre ne seraient pas aussi importantes qu'affirmé. La réponse des adeptes du réchauffement climatique anthropique avance alors d'autres arguments : le recul généralisé des glaciers, l'augmentation importante du niveau de la mer, la fréquence plus importante et l'amplification des catastrophes climatiques... Ce à quoi les climato-sceptiques répondent qu'il s'agit de variations climatiques naturelles et que ces phénomènes ne sont en rien exceptionnels si on les regarde à une plus grande échelle de temps. Le débat ne cesse de se durcir*».

Relevant que les «camps» sortent alors du débat scientifique⁵, notamment pour porter sur les autres le soupçon de manipulations et de prise d'intérêt, le chercheur en appelle à remettre la science au cœur du processus de recherche sur le climat : «*Le vrai scientifique n'est-il pas, tel saint Thomas, une personne constamment en proie au doute ? N'a-t-on pas le droit d'être incrédule ? Et d'ailleurs, pour le scientifique, ce droit ne devrait-il pas être un devoir ?*». Pratiquer autrement, c'est risquer d'introduire un biais majeur dans le domaine scientifique. Et de ne plus voir que ce qu'on voulait démontrer au préalable. ■

Fr.So

UN ENTRETIEN AVEC PHILIPPE BUSQUIN

«ÉVITER UNE APPLICATION RELIGIEUSE DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION»

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC SOUMOIS

La science et ses applications connaissent une crise de confiance majeure en Europe. Mais, si on n'y prend garde, le précautionnisme peut réinstaurer les procès en sorcellerie.

Philippe Busquin, ministre d'État, a été commissaire européen à la Recherche entre 1999 et 2004. Il œuvre actuellement, dans plusieurs groupes de haut niveau, à une réflexion sur l'éthique en science, particulièrement sur les nouvelles technologies.

Science et libre examen devraient être consubstantiels. On ne peut pas faire la première sans utiliser le second. Pourtant, c'est parfois loin d'être le cas.

Philippe Busquin : Science et libre examen sont effectivement presque un pléonasme. La science, c'est s'interroger sur la compréhension du monde et cela implique toujours le doute. Et le libre examen, par nature, comprend cette interrogation permanente et le fait qu'il ne doit jamais se soumettre, ni à un dogme, ni à un parti, ni à une passion, ni à un intérêt, ni à une idée préconçue, ni à quoi que ce soit, si ce n'est aux faits eux-mêmes. Je pense que même certains croyants peuvent accepter que le libre examen soit de règle en science. Évidemment, c'est différent pour les structures de la religion et pour son usage politique, qui n'admettent pas ce principe de libre examen. Ce qui est dangereux, c'est la reprise actuelle des mouvements religieux qui s'inscrivent dans un monde où règnent la peur et un manque de confiance face à la science. On constate cela pour l'Église catholique, mais aussi chez les Évangélistes ou une partie de l'islam. La science et le libre examen ne suffisent plus, manifestement, à répondre à l'angoisse d'un large public...

Comment, pratiquement, ces mécanismes apparaissent-ils ?

Il y a certes la liberté individuelle de recherche. Mais celle-ci doit être financée. Or, elle est de plus en plus coûteuse. C'est là que les structures religieuses jouent. Deux écueils se présentent. D'abord, la recherche est un facteur de croissance économique majeur et, en tant que tel, son fi-

nancement est orienté par des enjeux de compétitivité industrielle mondiale. Ensuite, les problèmes philosophiques et religieux sont de plus en plus importants en raison du fait que la science a des potentialités de modifier la nature humaine. C'est lors du financement de la recherche que le débat se fait donc... Par exemple, proposer de soutenir des projets qui utilisent les embryons surnuméraires pour faire de la recherche sur les cellules souches m'a exposé à des attaques aiguës. On m'a traité d'affreux matérialiste. J'ai pu maintenir une recherche sur les cellules souches, mais à des conditions drastiques. Cela a été très difficile à obtenir : j'ai dû aller expliquer ce qu'on allait faire devant une délégation d'évêques... sans les convaincre sur l'utilité des cellules-souches embryonnaires... Depuis, le débat s'est atténué, car on utilise les cellules souches d'embryons surnuméraires pour la recherche, sans créer des embryons spécialement à destination de la recherche. Mais on a encore vu, début octobre, la réaction indignée du Vatican au prix Nobel de médecine 2010 attribué à Robert Edwards, le père de la fécondation *in vitro*. Or, s'il y a des embryons surnuméraires, c'est grâce à la fertilisation *in vitro*. On voit que l'Institution n'a pas changé. L'encadrement éthique sur la fécondation *in vitro* et sur les cellules souches a toujours été d'une très grande rigueur. On ne fait pas n'importe quoi... Car vouloir empêcher de faire de la recherche de qualité avec des règles éthiques, cela laisse aussi le champ complètement libre aux apprentis sorciers, comme la secte Raël ou le médecin italien Severino Antinori¹. Il faut mieux pratiquer cet encadrement avec des règles et dans la transparence que de lever des ukases pour toute innovation. La technologie doit être encadrée, mais pas niée, car cela crée des situations dommageables.

Par exemple ?

La situation des organismes génétiquement modifiés en Europe est catastrophique. Le moratoire qui les frappait devait être levé si l'on assurait une bonne traçabilité, pour que chaque individu puisse faire son choix. On l'a organisée. Mais le moratoire n'a pas été levé, parce que certains pays s'y opposent pour des raisons économiques ou de gestion de l'opinion publique. C'est consternant. Toute application scientifique n'est ni bonne ni mauvaise en soi, chacune mérite une analyse. Les OGM entraînent la nécessité de veiller à une bonne biodiversité, mais d'autre part, c'est quand



Philippe Busquin.

¹ Médecin italien qui a pratiqué des fécondations *in vitro* chez des patientes trop âgées et qui prétend offrir le clonage comme solution aux couples infertiles.

même un mécanisme beaucoup moins toxique que les pesticides et les insecticides. Je trouve grave qu'un José Bové puisse arracher des plants dans un institut de recherche comme l'Inra en bénéficiant du consensus politiquement lâche. Pour moi, c'est un comportement aussi rétrograde que celui du Vatican qui fustige Edwards.

Est-ce que l'un comme l'autre ne profite pas de cette inquiétude chez le citoyen ?

Tout à fait. Comme commissaire, j'ai financé des travaux sur «science et société», parce que la confiance face au progrès scientifique et technologique s'est amenuisée. Il y a eu Tchernobyl, il y a eu le scandale du sang contaminé et celui de la vache folle. Je ne dis évidemment pas que ces incidents très sérieux n'étaient pas inacceptables, mais ils ont tous été causés soit par la recherche effrénée de profit, soit par un système humain inadapté. Cela ne remet pas en cause la science ou la technologie en soi. La seule manière de rétablir cette confiance, c'est de montrer que la science est pratiquée de manière encadrée. C'est pour cela qu'il est indispensable que s'établisse un meilleur dialogue entre scientifiques, industries, responsables politiques et citoyens. C'est dans ce cadre que j'ai mené, avec beaucoup d'autres, une réflexion sur le principe de précaution.

Vous l'estimez dévoyé de son bon usage ?

Parfaitement. Le bon usage du principe de précaution est un thème qui doit être sur la table citoyenne. Comme on l'a récemment écrit², ce principe renverse le paradigme quand certains l'interprètent de manière à ce qu'il faille démontrer que le produit que l'on lance ne sera jamais nocif, avant même de le lancer ou de faire de la recherche. C'est trop extrême. *A contrario*, il est vrai qu'on a laissé l'amiante sur le marché trop longtemps, pour des raisons économiques. La seule manière d'en sortir, c'est d'avoir un dialogue entre science et société, structuré, où l'on essaie d'élaborer une recherche. Le principe de précaution ne devrait pas être une négation *a priori*. Certains disent «Dans le doute, abstiens-toi». C'est un principe d'inaction, c'est du conservatisme. Je dis moi : «Dans le doute, mets tout en œuvre pour agir au mieux». C'est un principe libre-exaministe et constructif. C'est là que je dis que le principe de précaution a pris, pour certains, un aspect religieux, qui considère la nature comme originelle et naturellement bonne, envers laquelle toute innovation est une dégradation. Une nature quasi mythique où, parfois, même l'homme ne semble plus avoir sa place. Qui ressemble à la création de Dieu, qui ne peut être

modifiée. On touche alors aux théories créationnistes et à l'*intelligent design*. En Europe, le manque de confiance envers la science et la peur face à ses applications permet une montée de ce type de réaction. C'est très dangereux, parce que le principe de précaution, appliqué ainsi, équivaut à vouloir vivre à risque nul. Or, vivre est nécessairement une activité qui présente des risques. Il n'existe aucune technologie



■ Les organismes génétiquement modifiés : une situation catastrophique en Europe.

ou activité industrielle sans risque. En science, l'unanimité n'a pas de sens, il est normal qu'il y ait des avis controversés. Beaucoup de questions, y compris éthiques, se trouvent dans une tension entre pour et contre. Et un élément essentiel du principe de précaution, c'est la proportionnalité. Or, dans beaucoup des exemples récents, il est complètement gommé. Et les politiques ne savent pas l'appliquer. Face aux indices d'une grande pandémie, il fallait s'armer de vaccins à temps. Quand la menace évolue ensuite, et c'est tant mieux, à la baisse, on reproche au pouvoir public d'avoir dépensé l'argent commun. C'est incohérent. Il faut raison garder, apprécier les faits avec proportionnalité et accepter le risque inhérent à la vie.

Que faire alors ?

La vérité se trouve dans la pratique du libre examen, en écartant tous les biais qu'on identifie, afin de choisir une voie qualitative de sélection des experts. C'est essentiel, parce que les démocraties doivent être éclairées par des gens compétents. Cet éclairage doit être fait dans les conditions les plus objectives possibles. On ne peut pas tomber dans une démocratie d'opinion, émotionnelle et instantanée, sans recul. Pour cela, il faut des mécanismes d'analyse qui impliquent une certaine confiance et un respect mutuel. C'est un défi très présent en Europe. Les valeurs européennes se trouvent notamment dans le fait que chacun ait le droit de s'exprimer, que l'information circule le plus largement, mais qu'elle soit pondérée et qualifiée. Sans cela, le principe de précaution peut devenir le précautionnisme, qui est un populisme. Ce n'est pas le type de société que je veux. Celle que je veux est basée sur l'homme, le progrès et la science. Une société prométhéenne, aux antipodes du conservatisme religieux³. ■

BRÈVES

EDWARDS, LE NOBEL HÉRÉTIQUE

En 1978 déjà, Robert Edwards s'était heurté aux oppositions de l'Église, des pouvoirs publics et des médias, tout en s'attelant à combattre le scepticisme de la communauté scientifique. Trente-deux ans plus tard, au moment de recevoir le prix Nobel de médecine, le père de la fécondation *in vitro* a eu droit à de nouvelles critiques du Vatican. Morceaux choisis : «*Sans Robert Edwards, il n'y aurait pas un marché où sont vendus des millions d'ovocytes*», s'était indigné le 4 octobre dernier le président de l'Académie pontificale pour la vie, Mgr Ignacio Carrasco de Paula. «*Et il n'y aurait pas dans le monde un tel nombre de congélateurs remplis d'embryons*».

La réaction de l'Église ne brille pas par sa délicatesse. Mais elle a l'heur de montrer combien elle est éloignée de ses ouailles dès lors qu'il s'agit de questions éthiques. La presse italienne a critiqué la position du Vatican dans cette affaire, rejoignant les nombreux Italiens qui attendent une législation moins restrictive sur la fécondation *in vitro*. Pour l'heure, la loi italienne reconnaît un statut juridique à l'embryon dès sa conception; elle interdit la fécondation avec un donneur tiers ainsi que les diagnostics préimplantatoires pour les couples dont l'un des partenaires est porteur d'une maladie génétique. Mais changer la loi s'annonce un combat des plus ardu. Bien que l'Italie soit en pleine dénatalité (1, 38 enfant par couple en 2008) et que les offices aient aujourd'hui des airs de désert de Mojave, l'Église continue d'entretenir des relais importants dans les milieux du pouvoir. Les couples sans enfant attendront donc. Depuis la naissance en 1978 du premier «bébé éprouvette», Louise Brown, quatre millions de bébés sont nés grâce aux techniques mises au point par Robert Edwards et Patrick Steptoe. Ce dernier est décédé en 1988. (Map) ■

LE PAPE DÉRAPE

Lors de sa visite d'État du mois de septembre en Angleterre, s'adressant à Westminster aux élites politiques, le pape a abordé l'importance de l'éthique et de la religion dans la vie politique : «*Dépourvue d'éthique, la raison est insuffisante pour assurer la survie de la civilisation. L'Allemagne nazie en est la preuve*». La *British Humanist Association* a immédiatement réagi : «*Pointer l'athéisme des Nazis, parler de l'intolérance des non religieux, est surréaliste et injuste*». (B.S.) ■

SARKO CHEZ LE PAPE...

Les critiques ne l'atteindront pas. Même pas cette caricature de *Charlie Hebdo*, mêlant

joyeusement les affaires de pédophilie au lapsus de Rachida Dati (inflation/fellation) pour insinuer les faveurs qu'aurait prodiguées au pape Nicolas Sarkozy. Et pour cause : le président français est revenu blanchi de son rendez-vous avec le Saint-Père le 8 octobre dernier. Pour rappel, alors que la polémique sur le démantèlement des camps illégaux et les expulsions de Roms faisait rage en France cet été, Benoît XVI avait publiquement souligné dans un message lu en français, la nécessité de «*savoir accueillir les légitimes diversités humaines*». Deux jours plus tôt, le responsable du Vatican chargé de l'immigration, Mgr Agostino Marchetto, avait déclaré que «*les expulsions en masse de Roms [allaient] à l'encontre des normes européennes*». Qu'est-il advenu de ces mises en garde ? Après une chaude poignée de main, «*le pape a invité le président français dans sa bibliothèque pour un entretien en tête-à-tête d'une demi-heure, dont ils sont ressortis visiblement ravis*» commentait, sirupeux à souhait, le *Figaro*. Qui poursuivait : «*Il est vrai que Benoît XVI aime la France et son "âme catholique"*». Et Nicolas Sarkozy, lui, aime –ô combien– le vote des catholiques français. (Map) ■

... LES ROMS AU PURGATOIRE

Car la deuxième visite au Vatican de Nicolas Sarkozy depuis le début de son mandat visait aussi à reconquérir un électorat dont le poids est estimé à 15 % de la population française. Une frange boudeuse, la cote de satisfaction du président auprès des catholiques flirtant avec les 50 %, quand celle de Jacques Chirac dépassait les 70 %. La suite de ce rendez-vous papal décroché en un temps record a consisté en un échange d'amabilités. Dans les salons de la villa Bonaparte, qui abrite l'ambassade de France près le Saint-Siège, Nicolas Sarkozy s'est étendu sur les «2 000 ans d'histoire commune» entre la France et l'Église, engageant l'une et l'autre à œuvrer de concert sur «un grand nombre de causes communes». Auparavant, le cardinal Jean-Louis Tauran avait évoqué l'accueil aux «réfugiés et aux immigrés» en la basilique Saint-Pierre lors d'une «prière pour la France». Le communiqué du Saint-Siège relevait pour sa part l'«importance de la dimension éthique et sociale dans les problématiques économiques». Autant de périphrases pour éviter de prononcer cette fois le mot qui fâche : «Roms». Nicolas Sarkozy est donc reparti heureux, un chapelet béni en poche. Une faveur papale destinée à sa petite nièce. (Map) ■

PRIÈRE NATIONALISTE

En octobre 2009, la Turquie et l'Arménie ont signé des accords visant à établir des liens diplomatiques et à rouvrir leur frontière commune. Depuis, le processus s'est enlisé. Mais les passions restent vives. C'est ainsi qu'en ce début octobre, le Parti de l'action nationaliste (MHP, opposition) turc a organisé une prière collective dans la cathédrale Sainte Vierge d'Ani, la capitale en ruine d'un royaume médiéval arménien situé près de Kars, non loin de la frontière avec l'Arménie. Or cette cérémonie était destinée à répliquer à la messe historique autorisée par les autorités turques, le 19 septembre dernier, à l'église arménienne de la Sainte-Croix, à Van (est de la Turquie). Une première depuis la guerre 14-18, période qui divise toujours les deux pays à travers la question du génocide arménien. L'Église apostolique d'Arménie a condamné la prière des nationalistes turcs. (Map) ■

DÉFAITE LAÏQUE AU CONSEIL DE L'EUROPE

Au terme d'un lobby religieux intensif, un projet de résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe basé sur l'excellent rapport de la députée britannique Christine McCafferty a été sabordé. Le rapport visait en encadrer le recours à l'objection de conscience dans le cadre de soins médicaux, partant notamment du constat que 70 % des médecins italiens refusent de pratiquer l'IVG, pourtant légale en Italie. La résolution finalement adoptée souligne surtout le droit des médecins et des hôpitaux à ne pas pratiquer certains actes médicaux. (P.A.P) ■

LA SUISSE, VRAIMENT NEUTRE ?

Valentin Abgottspon, professeur de l'enseignement public du canton du Valais, vient de se faire licencier, début octobre, pour avoir décroché le crucifix qui ornait sa classe et ensuite émis des réserves sur la promotion de la chrétienté dans les écoles publiques. Abgottspon réclamait pourtant la simple application du principe de neutralité. *L'International Humanist and Ethical Union* s'érige contre cette violation manifeste de la liberté de conscience et portera l'affaire au sein des Nations unies où elle a un statut consultatif. (C.L.) ■

2 Gérard Bronner et Étienne Gehin, *L'inquiétant principe de précaution*, PUF, 2010.

3 Philippe Busquin évoquera la question de la liberté de la recherche lors du colloque *Sciences et croyances : la place de la démarche scientifique en Europe*, organisé par le Centre d'Action Laïque au Parlement européen à Bruxelles, le 18 novembre 2010, de 9h à 17h30. Ren-seignements : voir en dernière page.

Livres sur le sujet du dossier parus dans nos collections

- *Sciences et libre examen. Hommage à Lucia de Brouckère, 1993, 162 p., 2,50 euros* (coll. «Laïcité»).
- *Lise Thiry, La science et le chercheur. Les chemins du doute, 2005, 96 p., 9,25 euros* (coll. «Liberté j'écris ton nom»).
- *Patricia Palermi, Misère de la bioéthique, 2002, 96 p., 9,25 euros* (coll. «Liberté j'écris ton nom»).
- *Réflexions sur la bioéthique (n°74), 2009, 199 pages, 15 euros* (La Pensée et les Hommes).
- *L'apprentissage des sciences en questions (n°58-59), 2005, 282 pages, 20 euros* (La Pensée et les Hommes).

L'ENTRETIEN DE PASCAL MARTIN AVEC DANIEL VERNET

Vingt ans de liberté et d'errance

LE 3 OCTOBRE 1990, L'ALLEMAGNE SE RÉUNIFIAIT. MAIS LA PLANÈTE, ELLE, N'A JAMAIS RÉUSSI À METTRE DE L'ORDRE DANS SES AFFAIRES. HISTOIRE D'UN ÉCHEC.

Il y a vingt ans, l'Allemagne se réunifiait. *Die Wende* (le tournant) fut le premier grand événement politique qui suivit la chute du Mur survenue un an plus tôt, le 9 novembre 1989. Depuis, le face-à-face de l'Est et de l'Ouest a fait place à un monde multipolaire aux règles floues, quand elles existent. La planète a tourné au casse-tête.

“ L'UE PEUT ÊTRE SOUMISE À DE FORTES TENSIONS QUI ABOUTIRAIENT À SON ÉCLATEMENT, UNE PERSPECTIVE ESQUISSEE IL Y A PEU PAR LA CRISE DE L'EURO ET LA CRISE GRECQUE. ”

Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les responsabilités ? Fort de son expérience de chroniqueur diplomatique au *Monde* dont il a par ailleurs dirigé la rédaction, Daniel Vernet a abordé ces questions dans *1989-2009. Les Tribulations de la liberté*¹. Aujourd'hui, il livre ses analyses sur le site boulevard-exterieur.com.

Daniel Vernet, au lendemain de la chute du Mur et de la réunification allemande, on a pu penser que la planète disposait d'une page blanche pour écrire son futur. Vingt ans plus tard, une impression de chaos domine. Si 1989 a été marqué par la fin du communisme, 2009 a vu le capitalisme miné par la plus grande crise économique et financière de l'après-guerre. Entre ces deux ruptures, le monde n'a jamais fini de tanguer. Question : qu'avons-nous raté ?

Daniel Vernet : Beaucoup de marches ont été ratées et les responsabilités sont largement partagées. Il est difficile à vrai dire de trouver des responsables. La première étape manquée a

été la Charte de Paris de 1990. Imaginée par le Français Mitterrand et le Russe Gorbatchev, elle avait pour objectif de concevoir un mode d'organisation pour la nouvelle Europe débarrassée du Mur de Berlin et du Rideau de fer. Mais ce fut l'échec. Pour plusieurs raisons. En 1991 d'abord, l'Union soviétique a disparu, privant la nouvelle organisation de l'un de ses deux pôles, l'autre étant l'Union européenne. Ensuite, les pays d'Europe centrale et orientale ont fait part de leurs aspirations à être intégrés dans l'UE, créant un déséquilibre dans la réorganisation initialement imaginée. Enfin, les guerres d'ex-Yougoslavie ont radicalement changé la donne à partir de 1991-1992.

La réaction américaine aux attentats du 11 Septembre a marqué un autre tournant. George Bush, en partant en guerre contre l'Irak de Saddam Hussein, n'a-t-il pas définitivement enterré l'espoir d'une réorganisation pacifique, concertée, de l'ordre mondial ?

Dans les États-Unis des années 90, le sentiment que l'Occident et plus particulièrement l'Amérique avaient gagné la Guerre froide, que les Russes étaient les vaincus, s'est installé. Cette idée s'est à nouveau imposée après le 11 septembre 2001. Paradoxalement, la vulnérabilité des États-Unis, pour la première fois frappés sur leur propre sol depuis Pearl Harbor, a déclenché chez eux un sentiment de toute-puissance et la volonté d'essayer de régler les affaires du monde à la manière américaine. À la manière forte.

Autre ratage majeur : une mauvaise approche des pays islamiques.

En effet, la politique occidentale —et américaine en particulier— a oscillé vis-à-vis de l'islam entre l'idée d'une coopération et celle d'une confrontation. Mais de quelle confrontation s'agissait-il ? Lors du premier mandat de George W. Bush (2000-2004), sous l'impulsion des néo-conservateurs, les États-Unis ont eu tendance à penser que s'il y avait une promotion de la démocratie dans ces pays, les problèmes seraient plus faciles à résoudre. L'Irak est l'exemple type de cette approche. Mais en même temps, il était clair pour un certain nombre des tenants de cette analyse que cette « croisade » —comme l'a appelée George Bush— n'était pas menée nécessairement contre l'islam, mais contre l'islam radical. À juste titre, ils mettaient en avant le fait que les actions des islamistes sont le plus souvent dirigées contre des États à majorité musulmane et des gouvernements le plus souvent musulmans ou musulmans modérés.

La crise actuelle et le chaos qu'elle a semé sur le Vieux Continent en amènent certains à penser que les acquis de 1989 sont menacés. À les en croire, l'unification pacifique de l'Europe serait elle-même en danger. Est-on là dans la politique-fiction ?

Je crois en effet que l'on est dans la politique-fiction. J'ai l'impression que les pays d'Europe centrale et orientale qui ont adhéré à l'UE y sont durablement intégrés. Mais rien n'est jamais acquis. L'UE peut être soumise à de fortes tensions qui aboutiraient à son éclatement, une perspective esquissée il y a peu par la crise de l'euro et la crise grecque. Autre bémol : la non-intégration de pays demandeurs d'une adhésion européenne tels que les États balkaniques, la Turquie, l'Ukraine, la Moldavie ou la Biélorussie, aboutit à former entre l'Union et la Russie un ventre mou qui peut se révéler dangereux en raison de son instabilité.

Pourtant, à vous lire, vous restez persuadé que l'Union européenne est un modèle fédérateur exceptionnel, la meilleure réponse possible au chaos ambiant.

C'est vrai en ce qui concerne son modèle théorique, chaque jour lui

apportant dans la réalité son lot de déficiences. Il reste que l'intégration occidentale de l'Europe, puis son élargissement en 2004, sont historiquement parlant des réussites. Et la manière dont les pays d'Europe occidentale ont compris, après-guerre, la nécessité de dépasser les conflits ancestraux pour trouver un mode de coopération et de mise en commun des souverainetés nationales, reste peut-être une idée porteuse pour d'autres régions du monde.

Cette approche généreuse n'empêche pas un néo-conservateur comme Robert Kagan de croire dans le retour des passions et des conflits. Ce qui pourrait confirmer la montée des populismes en Europe.

Les passions sont multiples et variées. Mais les populismes démontrent effectivement qu'elles sont souvent liées au nationalisme, au rejet de l'autre. Le danger existe donc. En même temps, je crois qu'il y a dans l'UE des mécanismes qui permettent de canaliser ces tendances et de les surmonter.

Difficile d'évoquer l'échec du nouvel ordre mondial sans parler de la Russie restée à l'écart du concert européen.

L'évolution de la Russie de Gorbatchev à Poutine est l'une des raisons majeures de l'échec de la Charte de Paris. Les Occidentaux portent sans doute une part de responsabilité, notamment pour avoir essayé d'y mettre en place une « thérapie de choc » consistant à privatiser immédiatement l'économie communiste. C'est une des raisons du retour de la Russie à un régime semi-autoritaire. Mais je ne suis pas de ceux qui pensent pour autant que les Occidentaux, y compris les Américains, ont cherché à humilier la Russie. Les aides financières qui lui ont été apportées au début des années 90 pour tenter de sortir du marasme en sont la preuve.

En apparence, la distance que cherche à mettre le président Medvedev vis-à-vis de son mentor, l'ex-président et désormais Premier ministre Vladimir Poutine, laisse à penser qu'une nouvelle coopération pourrait être trouvée avec les Européens.



La crise grecque, au-delà des problèmes d'accès aux sites historiques, a même permis à la Chine d'intervenir dans l'économie hellénique !

En apparence, oui. Mais quid de la réalité ? Cette question n'est pas simple à trancher aujourd'hui. On peut espérer qu'elle le soit lors des prochaines élections présidentielles russes, en 2012, si Medvedev parvient à s'imposer. Je suis cependant sceptique. D'une part, les bases du pouvoir de Poutine sont solides. De l'autre, la population russe, et plus particulièrement la classe moyenne qui veut préserver ses acquis, craint le chaos et l'anarchie qui ont caractérisé les dernières années de la Perestroïka et les années Eltsine.

La fragilité du capitalisme qui régit l'essentiel de l'économie planétaire n'a peut-être jamais été aussi patente que lors de la crise économique et financière que nous vivons. Vous écrivez cependant que le capitalisme n'est pas mort dans la mesure où il a la capacité de « digérer son propre dépassement ». Mais comment « digérer » la Chine et son formidable poids économique, financier et politique ?

La Chine est un grand point d'interrogation. Mais on peut soutenir aussi que, sous forme de capitalisme autoritaire, la Chine est en train de s'intégrer parfaitement dans le capitalisme global. Jusqu'à racheter les îles grecques et être le créancier des États-Unis.

L'Allemagne ne montre-t-elle pas la voie s'agissant de l'adaptation à une nouvelle forme de capitalisme, en sacrifiant notamment en partie son modèle social à la vigueur de ses exportations ?

Les Allemands ont réussi à réformer leur système de manière assez

radicale, mais aussi pacifique, sans entraîner de grands mouvements de protestation populaire. La concertation entre les partenaires sociaux a bien fonctionné et survécu à tous ces changements. Il faut aussi souligner que depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a toujours eu une économie ouverte, fondée largement sur l'exportation de produits à valeur hautement ajoutée. Donc, elle était mieux préparée à l'ouverture des frontières que la France, par exemple. Elle profite aujourd'hui du redémarrage de l'économie dû à l'impulsion des pays émergents.

Mais l'Allemagne n'a pas hésité à mettre en danger la stabilité de la zone euro par son attitude dans la crise grecque. N'y a-t-il pas là le signe qu'elle a contribué au désordre ambiant, en trahissant le marché de 1990 : sa réunification contre davantage d'intégration européenne ?

François Mitterrand souhaitait que l'Allemagne réunifiée poursuive sa politique européenne, qu'elle ne soit plus, comme avant-guerre, un corps flottant entre l'Est et l'Ouest. Aujourd'hui, elle est intégrée dans l'UE dont elle est une composante fondamentale. La crise de l'euro démontre que des adaptations sont inévitables, pour elle comme pour ses partenaires. ■

“ JE CROIS QU'IL Y A DANS L'UE DES MÉCANISMES QUI PERMETTENT DE CANALISER CES TENDANCES POPULISTES ET DE LES SURMONTER. ”

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC DANIEL TANURO

En attendant la mer

CÔTÉ CLIMAT, LE CAPITALISME EST AU BORD DU GOUFFRE. SON AMBITION ? FAIRE UN PAS EN AVANT...

Dans son fameux rapport sur l'économie du changement climatique rédigé à la demande du gouvernement britannique, Nicholas Stern, ex-économiste en chef de la Banque mondiale, estime que le changement climatique provoquera des destructions comparables

sion est bien trop optimiste encore. Pire : ils affirment que les politiques de lutte contre le changement climatique actuellement envisagées ou mises en œuvre comme le très médiatique «Paquet Énergie/Climat» de l'Union européenne, ne sont absolument pas à la mesure des efforts gigantesques que, de toute urgence, nous devrions entreprendre pour nous donner une chance raisonnable de contenir le désastre universel qui, déjà, s'est mis en branle. Pire encore : depuis la crise de 2008, ces timides réflexes de défense contre le réchauffement planétaire sont jugés trop encombrants et tombent peu à peu dans l'oubli. D'où nous vient cette paralysie suicidaire ? Qu'est-ce qui nous empêche d'agir tant qu'il en est encore temps ? Pour quelle raison avons-nous donc tant de mal à préserver le monde que nous avons reçu en héritage des 150 000 générations qui nous ont précédés et que nous ne faisons qu'emprunter à celles qui — peut-être... — vont nous succéder ?

Daniel Tanuro, pourquoi conviendrait-il mieux de parler de basculement climatique plutôt que de changement climatique ?

Daniel Tanuro : La première formule me semble plus appropriée parce qu'elle permet de rendre compte de l'ampleur et de la vitesse des phénomènes à l'œuvre. Les évolutions climatiques en cours sont, en effet, sans précédent depuis au moins 700 000 ans : d'ici à la fin du XXI^e siècle, nous pourrions, selon le GIEC², connaître, en quelques décennies, donc, une hausse moyenne des températures allant jusqu'à 6, 5 degrés Celsius alors qu'au cours des 20 000 dernières années, cette température ne s'est accrue que de 4, 5 degrés. Beaucoup d'écosystèmes seront incapables de

s'adapter à une telle variation de température et il en va très probablement de même pour certains écosystèmes modifiés par l'homme.

Péché originel...

Vous n'êtes pas non plus d'accord avec l'idée que le changement —ou le basculement climatique— est d'origine anthropique. Pourquoi ?

Le réchauffement climatique est dû principalement à l'activité humaine, mais pas à n'importe laquelle. Personne ne peut sérieusement soutenir que les populations d'Amazonie et d'Indonésie qui pratiquent depuis toujours la culture sur brûlis puissent exercer un impact significatif sur le climat : le responsable principal du réchauffement est, sans nul doute possible, le système capitaliste productiviste qui recourt massivement aux combustibles fossiles depuis la Révolution industrielle. J'estime donc que l'expression «réchauffement capitaliste» est plus appropriée et ce, d'autant que parler d'une origine anthropique du changement climatique participe à cet «air du temps» antihumaniste, misanthrope, qui considère que l'humanité est une maladie de la terre et que la vraie nature est celle où il n'y a pas d'humains. Une vision propagée notamment par certains courants écologistes profonds et qui renvoie au fond, assez bien, à cette vieille idée judéo-chrétienne qu'est le péché dit originel.

Vous affirmez que le réchauffement de la planète est un fait, qu'il est trop tard pour l'empêcher et qu'il s'agit donc de le limiter au maximum en organisant la transition vers une économie sans carbone. Les contraintes

qu'il faudrait, selon vous, respecter pour stabiliser le climat au niveau le moins dangereux possible sont colossales. Les pays développés devraient, par exemple, réduire d'ici 2050, leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95 % par rapport à 1990 ?

Attention : ce sont là les conditions nécessaires pour que la température moyenne de la planète ne dépasse pas trop la hausse de 2 degrés, laquelle semble désormais inévitable. Par ailleurs, les chiffres du GIEC n'intègrent pas des phénomènes non linéaires telle que la possible dislocation des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique, alors qu'existe un risque réel de voir de gigantesques plaques de glace se détacher du socle rocheux et aller fondre dans les océans...

Quel regard portez-vous sur les politiques de lutte contre le changement climatique mises en œuvre en Europe, notamment le Paquet Énergie/Climat de l'Union européenne ?

Aucune politique projetée ou sur la table n'est à la hauteur du défi climatique. Le Paquet Énergie/Climat européen vise une réduction de 20% des émissions de CO2 de l'Union, ce qui est très insuffisant. De plus, une fois les tours de passe-passe éliminés, il ne reste tout au plus qu'une baisse de 14%, soit moins de la moitié de l'objectif minimum à atteindre... Non, il faut démystifier tous ces effets d'annonce. Ces trompe-l'œil sont délibérés ; ils sont là pour rassurer l'opinion, pour lui faire croire que la situation est sous contrôle alors qu'elle ne l'est absolument pas !

La stabilisation du climat passe, selon vous, notamment par une réduction absolue de la consommation d'énergie par les pays développés. C'est, dites-vous, une condition à remplir pour que les énergies renouvelables puissent prendre le relais des énergies fossiles et du nucléaire en Europe. Or une telle contraction passe visiblement par une réduction de la transformation de matières : il faut produire et transporter moins. Supprimer des activités «inutiles» comme la publicité, cela semble politiquement imbuvable, non ?

De fait, mais la vérité a ses droits : si les choses sont ainsi, il faut le dire. Indépendamment de savoir si c'est politiquement vendable ou pas. L'offensive climato-sceptique n'a pas de fondement sérieux : le GIEC fait de l'excellent boulot et il est vraiment risqué de parier sur le contraire de ce qu'il projette. Peut-être qu'une bonne façon d'aborder le problème posé par cette nécessaire suppression d'une série d'activités inutiles, c'est mettre l'accent sur ce qui fait le vrai bonheur : l'épanouissement individuel, les relations humaines, etc. Toutes choses que la transformation effrénée de matières empêche ou compromet, tant cette besogne nous enchaîne : la consommation compulsive est en rapport étroit avec la pauvreté de nos existences et avec la pauvreté effective de milliards de nos semblables. La perspective d'y renoncer en partie peut sembler alarmante, mais pas celle de voir notre temps libre augmenter, de passer plus de temps avec ceux que nous aimons, de pouvoir à l'avenir autogérer notre vie sociale et politique, etc. Il faut donc mettre ces revendications-là en avant. Renouer, par exemple, avec la réduction du temps de travail sans perte de salaire ou introduire de la gratuité dans le fonctionnement de la société. Mais j'ai bien conscience qu'en disant cela, on n'a rien résolu. D'autant moins, d'ailleurs, que la classe politique actuelle, totalement sous l'emprise du monde des affaires, n'a d'yeux que pour la compétitivité des entreprises...

... ou crime contre l'humanité ?

C'est en cela que la dégradation climatique ne peut être dissociée du fonctionnement naturel du capitalisme ?

Le capitalisme, c'est la course au profit, au surprofit, surtout, raison pour laquelle le capitalisme a privilégié le recours aux énergies fossiles. En effet : il n'y avait pas de fatalité technique dans ce choix, d'autres pistes technologiques étaient praticables. J'ajoute que les combustibles fossiles ne l'ont même pas toujours emporté pour des raisons strictement financières : le capital les a aussi souvent préférés à d'autres formes d'énergie parce qu'ils lui permettaient d'occuper des positions de pouvoir dans la lutte

concurrentielle et/ou parce que c'était un moyen de créer de vastes marchés captifs dans les colonies de l'époque. Certes, nous ne sommes plus au temps des grands empires d'alors, mais ces facteurs continuent à peser lourd. La rente pétrolière est évaluée à 1 300 millions d'euros par an pour un chiffre d'affaires de 2 000 millions d'euros par an. Une telle rente génère évidemment un pouvoir gigantesque. Non, il n'y a aucun doute : le changement climatique provient du recours massif aux énergies fossiles voulu par le capitalisme et maintenu par ses lobbies énergétiques. James Hansen, climatologue à la NASA, a d'ailleurs lui-même déclaré devant le Congrès des États-Unis que «*les patrons des compagnies qui exploitent les énergies fossiles devraient être poursuivis en justice pour crime majeur contre l'humanité et la nature...*».

Impossible, donc, le «capitalisme vert» ?

Il est impossible parce que le capitalisme implique l'accumulation, ce qui pousse ses acteurs à remplacer le travail humain par des machines afin de prendre de l'avance sur leurs concurrents. Si vous voulez, le productivisme est inscrit dans le code génétique du système. C'est vrai que cette tendance augmente l'efficacité de l'appareil de production, mais ce gain est plus que compensé par l'augmentation de la masse de la production.

Bref, la lutte pour une alternative semble plus urgente que jamais. Vous proposez l'éco-socialisme. De quoi s'agit-il ?

D'un socialisme qui tienne compte des limites naturelles, de l'importance des stocks de ressources naturelles et de leur vitesse de reconstitution. Il ne s'agit pas d'un lifting mais de changements en profondeur. Ce ne sera pas facile : les travailleurs ne sont pas dans une logique de contestation, mais bien davantage dans une logique de soutien au mythe de l'emploi vert. C'est pourquoi il est crucial que les organisations de salariés nouent des liens avec d'autres couches sociales comme les peuples indigènes auxquels leurs conditions de vie précapitalistes donnent une conscience écologique naturelle. Face au réchauffement, ils se sont, eux, bien mis en marche... ■



Arman, *Poubelle des Halles*, 1961. Centre Pompidou, Paris – jusqu'au 10 janvier 2011. Les emblématiques détritus d'Arman, symbolisant notre société de consommation et les tonnes d'ordures qu'elle produit.

aux effets cumulés des deux guerres mondiales et de la Grande dépression. Cette prédiction est terrifiante. Pourtant, certains, comme l'agronome Daniel Tanuro¹, considèrent que, à l'aune de ce qui va nous arriver, cette prévi-



1 *L'impossible capitalisme vert*, Éditions La Découverte – Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, 2010, 305 p. Daniel Tanuro, ingénieur agronome et environnementaliste, a fondé l'ONG «Climat et Justice sociale».

2 Groupe d'experts international sur l'évolution du climat, organe constitué de professeurs d'université mis en place par l'ONU (ndlr : voir aussi notre article en pages 15 et 16).

COCUPIÉS PAR L'HISTOIRE !

MICHEL GRODENT

Dans toutes les consciences, à tout le moins chez celles qui sont revenues de toutes les guerres, la célèbre phrase de Paul Valéry qui ouvre l'un des chapitres clés des *Regards sur le monde actuel* devrait résonner à chaque instant, comme un signal d'alarme : «*L'histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré.*» Hélas, la prise en otage de l'histoire à des fins partisans est plus que jamais à l'ordre du jour. Inutile de vous faire un petit dessin : de la bataille des Éperons d'or à l'émeute qui marqua le début de la révolution anti-hollandaise de 1830, chacun, en Belgique, des deux côtés de la frontière linguistique, y va de sa récupération simplificatrice, communautaire, voire nationalitaire. Mais l'histoire se défend, je ne parle pas de l'histoire convoquée par les politiciens pour servir de décor, mais de celle que pratiquent les *véritables* historiens en cherchant leur chemin au cœur des archives.

Le voyage qui n'est pas de tout repos peut mener l'explorateur à de singulières conclusions, parfaitement imbuables si l'on n'a du goût que pour les *belles* histoires. Récemment, à la radio, était évoqué le «profil du combattant de 1830», plus flamand que francophone par parenthèse. Je signale aux curieux que l'article fondamental sur la question, écrit par un certain John W. Rooney Jr. qui fut professeur aux États-Unis, est disponible en PDF sur Internet¹. On y lit, entre autres, que «*le combattant bruxellois de 1830 n'était pas proprio sensu un révolutionnaire*» et qu'il était «*dépourvu de toute conscience politique*». Bref, c'était un déraciné, un frustré, un représentant du *lum-penproletariat* dont la silhouette ferait tache dans les récits avantageux racontés par des historiens comme Pirenne et se trouve donc soigneusement gommée du tableau. Ah ! Les fâcheuses ambiguïtés des événements fondateurs ! Messieurs les politiciens, il serait grand temps, pour vous, de renoncer à épouser Clio. Clio la madrée n'en fait qu'à sa tête, vous pouvez m'en croire. Un jour ou l'autre, vous serez cocus ! ■

1 Pour la petite histoire, reconstituée à partir de documents présentés sur Google, on saura que l'honorable professeur fut accusé d'avoir dérobé la copie du traité de Fontainebleau (avril 1814) aux Archives nationales de France. Cela n'infirme en rien ses recherches sur la révolution belge.



Médias : les femmes battues à plate couture

MICHÈLE MICHIELS

Genre et information ne font manifestement pas bon ménage ! L'info gomme une femme sur deux, c'est la conclusion de l'étude¹ menée par le *Global Media Monitoring Project* (GMMP) dans le monde entier mais aussi, cette fois, et c'est une première, en Communauté française. L'Association des journalistes professionnels (AJP) s'est associée à cette étude. Ces constats permettent de déterminer les rôles qu'occupent les hommes et les femmes dans les médias d'information. Conclusion : un déficit important.

Largement sous-représentées — alors qu'elles constituent plus de 50 % de la population — les femmes n'occupent tout au plus dans les médias qu'un rôle de «témoins», rarement d'expert ou d'acteur, soit 28 % dans les JT, journaux parlés ou quotidiens de la Communauté française (24 % en moyenne mondiale). Quand elles sont présentes, c'est le plus souvent dans des rôles secondaires. La visibilité des femmes est toutefois plus importante dans les thématiques sociales, les affaires criminelles et la santé.

Les femmes figurent rarement dans l'actualité en tant que «personnes faisant autorité en la matière» et sont davantage cantonnées dans le rôle de la *vox populi* (57 à 70 %), là où les hommes sont porte-parole (82 %) ou experts. On préfère les décrire en tant qu'«épouse, fille ou mère» à 19 % (seulement 8 % des hommes) et leur statut est davantage non précisé, étudiante ou femme au foyer, tandis que les hommes sont souvent ingénieurs, hommes d'affaires ou religieux.

Si on se penche sur les infos elles-mêmes, on constate qu'elles émanent à 35 % seulement de femmes journalistes. Une profession qui —même si 70 % des étudiants en journalisme sont

des étudiantes— ne compte que 30 % de femmes, celles-ci quittant massivement (en Flandre) le métier vers 35 ans, quand d'autres choix sont à opérer.

On ne peut se satisfaire de cette visibilité insuffisante des femmes, y compris dans des domaines où elles sont parfois majoritaires. Que faire pour qu'elles soient moins discrètes ? L'AJP va lancer à l'intention des étudiants en journalisme un module sur le sujet et organiser des tables rondes dans les rédactions : faire prendre conscience de ce déficit sera un premier pas.

À noter que les chiffres globaux de l'étude sont du même ordre. En France, une charte vient d'être signée (*Libération*, 18 octobre 2010) par la Commission sur l'image de la femme, la secrétaire d'État à la famille, Nadine Morano et les représentants des médias qui «*s'engagent à favoriser l'intervention, dans leurs émissions ou articles, de femmes expertes*». Un répertoire de femmes expertes existe déjà en Belgique, VEGA (Valorisation des experts et de l'approche de genre), qui rassemble plus de 400 femmes dans tous les secteurs professionnels.

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) est, quant à elle, décidée à «*Rétablir l'équilibre*»² par l'adoption de bonnes pratiques en matière d'organigramme des rédactions, d'audit des salaires (11 % d'écart salarial pour les femmes !), de harcèlement —moral et sexuel— sur le lieu de travail, de stéréotypes, etc.

Du pain sur la planche. ■

1 Le rapport est disponible gratuitement sur le site www.quelgenredinfos.be

2 Pour consulter la brochure : http://bit.ly/retablir_l_equilibre

Remettre la politique au centre ?

MICHEL GRODENT

MAIS ELLE NE L'AVAIT JAMAIS QUITTÉ !
QUELQUES DÉMYSTIFICATIONS AUTOMNALES.

Une crise *économique* ? Mais non, une crise *politique* ! Avoir décidé que l'économie devait prévaloir sur la politique, autrement dit, que du haut d'une compétence scientifique réputée infaillible, elle était seule à pouvoir dicter des choix qui engageaient l'avenir de la Cité, telle est bien, en effet, la perversion dominante de nos élites européennes. Sommes-nous pour autant en face d'une démission généralisée ? Il est amusant qu'en ce début d'automne, deux ouvrages parus dans la même collection, se fassent miroir en quelque sorte, l'un répondant à l'autre, sans que leurs auteurs se soient concertés. D'un

en avant d'un système bancaire qui ne tire aucune leçon de ses erreurs et entraîne dans sa catastrophe un individu européen réduit à sa plus simple expression de consommateur béat, d'homme sans qualités, c'est-à-dire sans histoire et sans ancrage.

Raffaele Simone, qui est d'abord un linguiste, quitte un moment ses recherches érudites pour s'accorder les facilités de la polémique. Sa démarche recoupe celle d'un autre *professore*, je veux parler de Luciano Canfora, philologue classique de haut niveau, mais titillé ces derniers temps par des envies pamphlétaires, ce qui

des objectifs historiques de la gauche n'a réussi à se réaliser pleinement», ou encore que «la lutte active menée contre la pauvreté et l'exploitation des travailleurs n'a remporté aucun succès, sinon de manière fragmentée».

L'échec de la gauche a plusieurs explications, fait valoir Simone. Il y a d'abord le contre-exemple du communisme totalitaire qui a jeté tant de démocrates terrorisés dans les bras de la droite. Il y a aussi les divisions du mouvement, l'orgueil parfois comique de certains militants, leur candeur désarmante, «évangélique», leur manque d'envergure, leur laxisme judiciaire, leur soutien inconditionnel à des causes suspectes, leur renoncement à des idées, comme la lutte des classes, qui faisaient la spécificité de leur combat. Cela s'appelle «s'édulcorer avant de fondre» : le socialisme est soluble dans le pragmatisme, il vire au socialisme de marché, de plus en plus semblable à cette boisson *dry*, chère aux annonceurs, qui, bien que sans alcool, est censée en avoir le goût.

Une «droite nouvelle»
manipulatrice

Face à une gauche austère qui exige l'esprit de sacrifice, une «droite nouvelle» se pose en conquérante des âmes faibles, naturellement égoïstes. Différente des droites qui l'ont précédée, ultra-capitaliste et ultra-conservatrice, elle a, selon Simone, l'avantage de son cynisme : «*Elle méprise le peuple qu'elle ne voit que comme un public ou comme une clientèle dont il faut diriger les comportements et les désirs*». Elle est donc essentiel-



© AFP

■ Le pouvoir est aujourd'hui mis à mal en France, par les jeunes aussi.

côté, *Le Monstre doux* de Raffaele Simone, de l'autre *Le Renversement du monde* d'Hervé Juvin¹. Le premier enregistre le recul de la gauche, sa dissolution progressive dans le bain lénifiant d'un capitalisme décrété «vivant» et «en pleine forme». Le second constate l'ampleur de la crise, la fuite

vient de déboucher sur un petit libelle démystificateur, *La Nature du pouvoir*², méditation sur l'éternel retour du césarisme. Sachant qu'il n'écrit pas pour l'éternité et qu'il s'adresse d'abord à un public italien, Simone se permet de grossir les traits. On apprendra que pour lui, «*presque aucun*

Les nouvelles armes de la critique

JEAN CORNIL

lement *manipulatrice*. Cette analyse en termes de conditionnement et de soumission a beau se réclamer d'Alexis de Tocqueville, de Guy Debord et de J. Ortega y Gasset, elle pêche sur un point essentiel : elle méconnaît l'interinfluence entre les acteurs. Pour reprendre une énième fois le raisonnement de Serge Moscovici, il n'y a pas de manipulateur qui ne soit lui-même manipulé. Dans son palais des miroirs qui lui renvoient cent fois sa propre image, le politicien corrompu et corrompu est un Narcisse drogué qui se berce autant d'illusions que les jeunes ou les pseudo-jeunes qui veulent se reconnaître en lui.

Le réveil sera d'autant plus dur que, de part et d'autre, la «psychose», cette confusion entre le réel et l'ima-

ginaire, aura été prolongée. Nous n'avons encore rien vu, se lamente Hervé Juvin qui pourfend l'économisme ordinaire, la débandade des élites politiques devant les prétendues lois du marché dont l'Europe est la première victime, tant elle est prompte à se conformer à un mo-

dèle anglo-américain de plus en plus défailant malgré les apparences. Juvin n'en doute pas : c'est la fin de l'ère Reagan ou de l'ère Thatcher. En refusant la transparence, le capitalisme s'est perverti lui-même, encouragé par des dirigeants qui ne demandaient qu'à fuir leurs responsabilités.

Un mondialisme faussement généreux qui n'est que le paravent d'un impérialisme économique, voilà l'ennemi juré de l'auteur : «*La liquidation des sociétés humaines par l'utopie mondialiste, par la politique des droits de l'homme et de l'effacement des frontières, des identités et des discriminations, est bien le travail constant, acharné, efficace, d'un néo-libéralisme européen qui trouve ses alliés les plus constants à l'extrême gauche, et qui prive des parties de plus en plus consi-*

dérables de la population de toute vision claire sur les intérêts réels, les groupes et les réseaux qui font sa vie.» Résumons : il y a un complot économiste contre l'identité, contre la réalité profonde des peuples qui composent l'Europe, il suppose «la caricature systématique de l'esprit national», une caricature à sens unique, puisque ceux qui s'en font les porteurs jouent un double jeu, en méconnaissant l'enracinement très américain ou très chinois de leurs partenaires ou commanditaires.

À l'évidence, la vision à la fois gauchiste et néo-libérale³ d'un homme détaché de tout, pur consommateur désincarné, est absurde. Mais faut-il, pour la remettre en cause, s'autoriser, comme le fait Juvin, certains dérapages de style ? Personnellement, j'ai un peu tiqué lorsque j'ai lu dans son livre, page 92, une déploration aux accents maurassiens sur l'armée française qui «ne sert plus les intérêts de la France» : «*Du service d'une communauté vivante, de terre et de sang* (sic!), *elle se voit placée au service d'idéaux abstraits, de principes et de valeurs, qui serviront très bien à légitimer des interventions au service d'intérêts économiques et patrimoniaux variés*». S'il est vrai que, quoi que nous fassions, nous sommes toujours de quelque part, nous avons le devoir, pour autant que nous voulions éviter la guerre, de ne pas être uniquement des imbéciles heureux qui sont nés quelque part. À en juger par la prose, plutôt brillante, mais quelquefois risquée d'Hervé Juvin, je ne pense pas que ce soit chose facile.

De l'utilité d'une relecture de l'histoire

Gardons-nous néanmoins de toute injustice. Il est urgent, sans aucun doute, de faire mentir «le conte de fées européen» : n'en déplaise à Francis Fukuyama, on n'a congédié ni l'histoire, ni la géographie. Dans le système imprévisible que forment désormais des nations «émergentes» qui ne nous veulent pas que du bien,

il faut prendre conscience de nos faiblesses. Et reconstituer nos forces, sans nous laisser piéger mentalement par la sempiternelle culpabilisation de l'Occident (analogie, à un autre niveau, à la sempiternelle culpabilisation des francophones de Belgique, écrasés par le rouleau compresseur flamisant). Renouer avec une certaine conception de l'État-nation, est-ce nécessairement faire le lit du fascisme ? C'est peut-être là qu'une relecture sérieuse de notre propre histoire, comparée à celle des autres, se révélerait des plus utiles.

Nous ne nous demandons pas assez pourquoi les recettes que nous avons voulu appliquer aux pays en voie de développement n'ont pas marché. Non, le néo-libéralisme n'a pas répondu à tout. Et son grand tort est de croire que l'on peut dissocier «*l'étude des formes d'organisation politique et celle des processus d'accumulation économique*». Remettre la politique au centre de l'histoire économique, c'est une manière un peu rapide de résumer l'ouvrage de trois professeurs américains, Douglas C. North, John Joseph Wallis et Barry R. Weingast qui se sont associés pour analyser le rôle de la violence inhérente aux sociétés humaines et les différents moyens de la réguler⁴.

Les trois chercheurs, un professeur d'économie, un historien de l'économie et un professeur de science politique, ne partagent pas les ambitions philosophiques d'un Auguste Comte ou d'un Karl Marx. Pas de volonté chez eux d'établir une «théorie formelle ou analytique», mais le souci de proposer «un cadre conceptuel» qui permettra de mieux comprendre deux «révolutions sociales» au fil du temps, la mise en place d'un ordre social *d'accès limité* (l'État dit naturel), puis le passage, il y a deux siècles environ, de cet ordre à un autre *d'accès ouvert* qui est encore le nôtre en Europe. Le but premier pour un grand nombre de sociétés, ce n'est pas la croissance économique, c'est le contrôle de la violence. ■

Suite à des critiques parues dans *Philosophie Magazine* et dans le *Nouvel Observateur*, je me suis immergé cet été dans le remarquable livre de Razmig Keucheyan¹, *Hémisphère gauche*, qui dresse un ample portrait de toutes les pensées critiques du capitalisme contemporain. À l'heure où la gauche se cherche une boussole idéologique au-delà de programmes ponctuels pour élections toutes proches, du moins pour ceux qui ne se contentent plus de «fondamentaux» rabâchés en slogans de congrès, cet ouvrage est salutaire.

Tout d'abord, parce qu'il inscrit la réflexion dans la durée. Razmig Keucheyan, constatant la défaite de la pensée critique, surtout depuis l'offensive néo-libérale des années Thatcher-Reagan, envisage plusieurs modes de périodisation dont le plus long s'est ouvert avec la Révolution française, ce qui donne une perspective véritablement historique aux combats —aux victoires comme aux déconvenues— de la gauche radicale. Et, du coup, il ne l'enferme pas dans un présentisme du court terme où hier semble déjà une éternité. Et il redonne à la transformation du capitalisme une dimension temporelle susceptible de remobiliser les esprits et les luttes.

Keucheyan réassure aussi les débats dans leur dimension intellectuelle et doctrinale, ce qui change pour le moins des quelques valeurs, invoquées le poing levé, puis traduites tant bien que mal dans un pragmatisme de compromis où la référence se limite à «la petite phrase» du journal du matin ou à la déclaration du dernier *people* envoyé comme ambassadeur d'une

organisation humanitaire. Quel bonheur de renouer avec les débats, les critiques, les convictions de Karl Marx, d'Antonio Gramsci, de Georges Sorel ! Mais aussi avec le très controversé Carl Schmitt ou avec l'étude du fait religieux. Ainsi, par exemple, les analyses d'Alain Badiou ou de Giorgio Agamben consacrées à saint Paul, la question du pouvoir à travers l'œuvre de Michel Foucault ou les résonances du structuralisme.

Hémisphère gauche établit aussi une typologie des intellectuels critiques contemporains, mais surtout dresse un panorama des théories qui s'opposent radicalement au capitalisme mondialisé. De l'empire de Michel Hardt et Toni Negri à Slavoj Žižek, de Jacques Rancière à Axel Honneth, de Judith Butler à Jürgen Habermas, Keucheyan passe en revue des auteurs et des analyses passionnantes qui démontrent la richesse et la vigueur de la pensée alternative. Ce qui m'a le plus frappé, c'est le fossé qui existe entre le monde de la pensée et le monde de l'action. À quelques exceptions, comme Alvaro García Linera ou Edward Saïd, les intellectuels radicaux n'ont aucune prise sur le réel et leurs fulgurances théoriques restent confinées à des cercles restreints.

Le livre se conclut sur les quatre destins possibles pour le socialisme selon Perry Anderson. Soit comme une anomalie ou une parenthèse de l'histoire. Soit sous forme d'une reformulation doctrinale autour des thématiques écologistes. Soit encore comme tradition révolutionnaire cumulative, au travers par exemple du féminisme. Soit, enfin épousant le destin du

libéralisme, le socialisme connaissant une rédemption après avoir été éclipsé pour un temps.

Razmig Keucheyan termine son analyse en relevant trois chantiers : celui de la question stratégique, celui de la question écologique et celui de l'autonomisation des pensées critiques en provenance des auteurs de la «périphérie» face au risque de la neutralisation de la pensée critique suite à sa trop forte américanisation.

Ce livre est revigorant et démontre que la pensée critique, si peu présente dans les débats politiques et médiatiques qui surfent sur des distinctions marginales dans le consensus mou généralisé, est d'une éclatante vivacité.

Un regret : que les perspectives liées à l'écologie comme nouveau potentiel du socialisme soient si peu développées. Il serait stimulant que Razmig Keucheyan nous livre un prochain livre avec une cartographie des pensées critiques issues de l'écologie politique, de l'objection de croissance, voire du fait religieux dans notre rapport à la nature, à la technique ou, mieux encore, en regard du sens de notre existence. ■

1 Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Éditions La découverte, coll. «Zones», Paris, 2010, 21 euros. Également disponible en ligne sur le site de l'éditeur. Razmig Keucheyan devrait venir à Bruxelles le 20 janvier 2011 dans le cycle «Vive la gauche».



3 Remarquez le très surréaliste dépasement des contraires.

4 Douglas C. North, John Joseph Wallis et Barry R. Weingast, *Violence et ordres sociaux*, Gallimard, Bibliothèque des Sciences humaines, 465 p., 21, 90 euros.

Aux innocents les mains pleines de sang

SOPHIE CREUZ

OÙ J'AI LAISSÉ MON ÂME DE JÉRÔME FERRARI¹ NOUS CONFRONTE À UNE MÉTAPHYSIQUE DE LA VIOLENCE. ENTRE LE SABRE ET LE GOUPILLON.



Jérôme Ferrari.

Que peut nous dire la violence de notre humanité? De cet écueil paradoxal, Jérôme Ferrari fait un grand livre qui rend grâce, sinon à l'homme, du moins à sa complexité, celle qui le voit tenté par la grandeur et rattrapé par la bassesse. L'auteur est corse, a enseigné la philo quatre années dans cette Algérie ultraviolette évoquée récemment par le superbe film *Des hommes et des Dieux* de Xavier Beauvois. Son œuvre s'en ressent qui place ses personnages en porte-à-faux, dans l'impossible concordance avec l'histoire et avec eux-mêmes, leurs valeurs, les causes qu'ils défendent, et les moyens usités. *Où j'ai laissé mon âme* entre au cœur de cette trahison, à soi d'abord et à son appartenance, aux autres ensuite. Vertus civilisatrices inculquées à coup de crosse ou de gégène, face à une autre logique de la haine et de la destruction, font —et c'est là leurs seuls mérites—parfois de bons livres.

Nous sommes à Alger en 1957, à la veille de la bataille du même nom, de sinistre mémoire, l'armée française a confisqué les pouvoirs de police, instauré la torture comme méthode d'interrogatoire et exécute sommairement des activistes du FNL. Pourtant, c'est par une autre accusation que s'ouvrent ces pages; elle est portée par un lieutenant contre son capitaine. Le ton, d'une douceur fraternelle, condamne pourtant sans appel ce frère d'armes. Non parce qu'il a trahi l'esprit de la République en permettant la torture, mais parce qu'il a eu des états d'âme. Le lieutenant Andreani accuse son capitaine d'avoir voulu se croire meilleur que lui. Tous deux ont été des victimes dans d'autres guerres, celle de 40-45, celle d'Indochine, avant de se retrouver

dans celle-ci du côté des bourreaux. Et c'est de l'autre versant, cette fois, qu'ils servent, au nom de la France...

Jalonné par les versets de l'Évangile de Jean et de Mathieu, le roman de Jérôme Ferrari place ce capitaine chrétien sous le regard d'un Dieu qui se dérobe. Et si ce livre bouleverse le lecteur laïque, c'est que ce Dieu-là est absent, et place l'homme face à lui-même, à sa responsabilité, son cynisme, son dégoût et sa honte. Personne n'est là pour laver le capitaine Degorce de sa souillure, que par lâcheté, il prend pour une grâce...

Comment traverser le Mal sans s'y perdre? La question, d'une violence physique et morale inouïe, creuse le roman.

«Je vous ai compris»

Nous sommes au théâtre, on donne *Les Justes* ce soir, à moins que ce ne soit *La Chute*. Trois hommes se confrontent à leurs limites, le lieutenant, son capitaine et Tahar, chef d'un réseau armé du FNL, chacun jouant sa partie. L'Arabe, contrairement au Français qui le détient, ne cherche pas à transfigurer ce qu'il est: un ennemi et un prisonnier. Il reste à sa place, «c'est plus simple comme ça», quand le militaire français cherche lui, un lien, de la compassion, pour lui-même, et l'absolution pour tous. Espère-t-il de la part de l'Algérien, un «*Je vous ai compris*»? Comble de l'ironie...

Une forme de mysticisme doloriste dicte à Jérôme Ferrari cette écriture habitée, qui porte le fer de la douceur jusque dans l'horreur. La douleur, la

mort y sont données tels des baisers de Judas, dérangeants, troublants, presque caressants et insoutenables. Il y a chez ce jeune auteur une profonde interrogation morale sur le libre arbitre, et une pitié pour le barbare et sa victime, sortis tous deux brutalement du jardin de l'enfance, solidaires d'un même malheur. Jérôme Ferrari leur donne l'espace d'une impossible rencontre, et éclaire cette étrangeté persistante, ce Mal fait si souvent à titre de Bien. Personne n'est épargné. Ce qu'écrivait Camus l'algérois, aux heures noires de l'histoire française²: «*Les représailles de l'armée française contre les populations civiles et les pratiques de torture sont des crimes dont nous sommes tous solidaires. Que ces faits aient pu se produire parmi nous, c'est une humiliation à quoi il faudra désormais faire face*». Il faudra longtemps à la France pour l'admettre. Le livre de Jérôme Ferrari, magistralement construit, somptueusement écrit, oblige personnages et lecteurs à embrasser les contradictions dans le même élan, par des phrases qui glissent du «je» au «tu», du «il» au «nous», avec des incises de monologues intérieurs. La femme n'y a d'autre place que celle d'épouse maternelle ou de fille violée par ces hommes, y compris d'Église, qui ne peuvent imprimer à la beauté que la semelle de leurs bottes. Camus, encore, écrivait en 1956 ce qui pourrait l'être aujourd'hui – «*Déjà il n'y a plus d'innocents en Algérie, sauf ceux, d'où qu'ils viennent qui meurent*». Oppresseurs et opprimés échangent leur place, dansent une valse à deux temps, autour d'un même désastre, et on croit entendre Jérôme Ferrari murmurer «*Pardonnez-leur leurs offenses parce qu'ils savent ce qu'ils font*». ■



1 Jérôme Ferrari, *Où j'ai laissé mon âme*, Éditions Actes Sud, 2010, 140 p., 17 euros.

2 Cité dans un article de Jean Daniel du *Nouvel Observateur* [14 novembre 2002].

Ensor avant Ensor, Delvaux avant Delvaux : redécouvertes

CHRISTIAN JADE

L'ESPACE ING ET LE MUSÉE D'IXELLES PRÉSENTENT SIMULTANÉMENT À BRUXELLES UN ANGLE INTÉRESSANT SUR ENSOR ET DELVAUX, DEUX DES PLUS GRANDS PEINTRES BELGES DU XX^e SIÈCLE : LE PASSAGE PAR LE RÉALISME OU L'IMPRESSIONNISME AVANT LA CONQUÊTE D'UN UNIVERS PERSONNEL.

La majorité des œuvres de l'expo *Ensor démasqué*, à l'occasion du 150^e anniversaire de la naissance de James Ensor à l'Espace ING, provient du Musée des Beaux-Arts d'Anvers, dont de très beaux dessins montrant sa fascination pour Rembrandt ou Franz Hals. Parmi les œuvres maîtresses, *La mangeuse d'huîtres*, *L'Étonnement du masque Wouse* ou encore *Le massacre des pêcheurs ostendais*, qui nous rappelle l'intérêt de cet esthète pour la misère sociale de son époque.

Vraiment «démasqué», Ensor?

Un parcours fascinant, qui va du réalisme dense des débuts à une fantaisie de plus en plus libérée de la réalité via le masque, la nature morte détournée ou les jeux sur les chinoïseries et les squelettes. Un imaginaire construit à partir du magasin familial d'Ostende, qui vendait masques et objets de fantaisie. Ostende lui inspira aussi de belles représentations de plages, dunes, polders mais aussi des scènes d'intérieur et des portraits intenses. Les chefs d'œuvre de cette époque réaliste sont assurément ses «salons bourgeois» où il joue avec délice sur les clairs obscurs d'une palette presque abstraite. Mais le tournant de l'œuvre viendra de sa participation à l'avant-garde bruxelloise des XX et de la *Libre esthétique*, où il rencontre les œuvres de grands formats comme Odilon Redon, avec qui il partage une admiration pour Goya et tout un imaginaire «démoniaque» où les squelettes font leur apparition. La *Libre Esthétique* d'Octave Mauss le mit aussi en contact avec Félicien Rops, Fernand Khnopff,

Willy Finch: plus question désormais de réalisme, même transcendé par la lumière. Sa *Nature morte avec chinoïseries* montre sa capacité à créer un imaginaire raffiné et inquiétant, où le masque, sans le démasquer, prouve, comme l'exceptionnel *Squelettes se disputant un pendu*, les capacités subversives d'Ensor qui le rapprochent des expressionnistes allemands. Pas étonnant qu'entre 1885 et 1900, Ensor attire l'attention des novateurs aussi célèbres qu'Alfred Kubin, Paul Klee ou Georg Grosz, qui le reconnaissent comme un novateur.

Delvaux, aux sources de l'œuvre

L'autre exposition, au Musée d'Ixelles, nous livre d'excellentes pistes sur la manière dont Delvaux s'est fabriqué, par admirations successives. Sa première palette, impressionniste, naît dans les ombres lumineuses du Rouge-Cloître. Son admiration pour Renoir et Cézanne le pousse vers l'abstraction et accentue sa fascination pour le corps féminin. À chacun, il emprunte une partie de son univers: le grotesque et les squelettes chez Ensor, mais pas le caricaturiste social; le surréalisme de Magritte, pour évacuer la réalité mais sans convictions politiques. De Modigliani, l'obsession de la femme au regard absent et au long cou, mais son vrai maître en féminité, c'est Ingres, le sage, l'académique. Il emprunte à Permeke ses monumentaux corps de femme, mais de l'expressionnisme flamand il évacue l'engagement social. Le choc de sa vie lui vient d'une exposition De Chirico, dans sa période métaphysique, où il

découvre une prodigieuse absence au monde, qui structurera désormais ses propres tableaux. Une jolie démonstration, avec un faible taux d'œuvres étrangères majeures, souvent remplacées par des copies ou des vidéos, mais les œuvres peu connues de Delvaux, appartenant souvent à des collections privées sont une vraie découverte.



Paul Delvaux, *Jeunes filles*.

De Dürer à Jan Fabre

Le Musée d'Ixelles propose aussi un nouveau parcours pour les trésors de sa collection permanente, trop peu connus du grand public. On pourra y (re)découvrir un Dürer et un Jan Fabre mais surtout une série de chefs d'œuvre des XIX^e et XX^e siècles. De très grands collectionneurs comme, Octave Mauss, à la tête du groupe des XX ou de la *Libre Esthétique*, Max Janlet ou quelques autres se passionnèrent pour tous les mouvements d'avant-garde, belges et français et en firent don au Musée d'Ixelles. De Fernand Khnopff à Léon Spilliaert, de Gustave De Smet à Permeke, de Toulouse Lautrec à Miro, sans oublier Rik Wouters, Max Ernst, Picabia, Picasso, Alechinsky ou... James Ensor. Un «petit musée» qui a bien raison de se mettre en valeur. ■

- *Ensor démasqué*, à l'Espace ING, place Royale, jusqu'au 13 février 2011. Infos: www.ing.be/art. À noter également, à partir du 31 octobre, l'exposition au SMAK à Gand: *Hareng Saur et l'art contemporain*, associant l'œuvre d'Ensor à des œuvres d'artistes contemporains.
- *Delvaux, aux sources de l'œuvre, et De Dürer à Jan Fabre* au Musée d'Ixelles, jusqu'au 16 janvier. Infos: www.museedixelles.be

Henry Van de Velde : la reliure aussi

BEN DURANT

Tout un chacun connaît l'architecte fameux, auteur, entre autres, de la Villa *Bloemenwerf* à Bruxelles, du théâtre du *Werkbund* à Cologne, ou encore du Musée Kroller-Müller à Otterlo et de l'Université de Gand. On n'ignore pas non plus sa peinture néo-impressionniste lors de son passage dans le *groupe des XX*, où il témoigna davantage d'application que d'inspiration. Ce qui va l'amener naturellement, en 1889, au terme d'une maladie, à méditer sur le sens de son activité artistique et

sans oublier la vaisselle, la batterie de cuisine et les robes de son épouse, Maria Sèthe.

Dès lors considéré comme le promoteur d'un nouvel état d'esprit dans l'art décoratif, il sera appelé à Paris par le marchand Siegfried Bing qui lui confie l'aménagement de son magasin à l'enseigne de *L'Art Nouveau*. Sa carrière connaît alors une nouvelle dimension, il part s'installer en Allemagne en 1900 où, par l'entremise de Weimar et du *Werkbund*, il deviendra dès 1913, le précurseur du *Bauhaus*, un enseignement pluridisciplinaire qui souhaitait réunir arts et métiers depuis trop longtemps séparés.

Il n'y a quasiment aucune discipline dans le domaine des arts appliqués dans laquelle Henry Van de Velde (Anvers, 1863 - Zurich, 1957) ne se soit pas impliqué et, tôt ou tard, il devait déboucher dans le monde du livre et de la reliure et ce, grâce à son ami de jeunesse, le poète

Max Elskamp qui va lui confier l'ornementation de ses trois premiers recueils (1892, 1893, 1895). Admirateur du mouvement anglais *Arts and Crafts* créé vers 1870 par John Ruskin, sans doute favorablement impressionné par les réalisations des presses privées comme celles de William Morris ou de Charles Ricketts, Van de Velde achète une presse qu'il baptisera la «Joyeuse» et qu'il abrite dans sa villa. Mettant à profit les notions de typographie donnée par son ami Elskamp à l'imprimerie Buschmann à

Anvers, il imprime à 154 exemplaires, en décembre 1895, les *Six chansons de pauvre homme pour célébrer la semaine de Flandre* de son complice.

Van de Velde est aussi amené à dessiner des projets qui seront destinés à orner des reliures uniques ou de luxe réalisées par un artisan de haut niveau. Ces reliures sont signalées dès 1896 dans *La Libre Esthétique* où l'on peut lire : «*Les reliures de M. Paul Claessens faites en partie avec la collaboration de M. Van de Velde peuvent être rangées, par la sobriété de leur décoration aux petits fers et par leur exécution irréprochable, parmi les meilleurs travaux du genre*».

Les reliures pleines signées ou attribuées à Henry Van de Velde exécutées avant 1900 sont au nombre restreint de onze, toutes ayant été réalisées dans l'atelier bruxellois de Paul Claessens pour lequel l'artiste dessina un ensemble de fers à dorer. Toutes ces reliures feront l'objet de dessins préparatoires où triomphe le style Art Nouveau avec son jeu de lignes souples et ondulantes couplées à des ornements floraux qui transitent peu à peu du figuratif au linéaire. Van de Velde rompt délibérément avec les styles du passé — pastiches Renaissance, «dentelles» classiques et autres «cathédrales» romantiques— tout motif de figuration stylisée disparaissant dorénavant des projets qu'il dessine. Van de Velde renouvelle l'art de la reliure par son utilisation d'une abstraction suggérant une dimension tridimensionnelle, toute inscription en est bannie et le dos est toujours lisse, permettant ainsi une harmonie parfaite entre l'ornementation des plats et celle du dos. Autre nouveauté remarquable, c'est la diffusion quasi immédiate —grâce à son ami et mécène Julius Meier-Graefe— de ses réalisations : sitôt créées, aussitôt publiées.

Grâce au travail aussi patient qu'érudit de Pascal de Sadeleer, la Bibliothèque Wittrockiana est à même de présenter —exceptionnellement— toutes les reliures connues à ce jour de Van de Velde, les plus belles d'entre elles trouvant un écrin dans les vitrines Art Nouveau de Paul Hankar, empruntées pour l'occasion. ■



© Bibliotheca Wittrockiana

Henry Van de Velde, *Liber Memorialis* aux armoiries du Baron Edmond van Eetvelde, 1898.

à conclure «*que ce qui ne profite qu'à un seul est bien près de ne servir à personne, et que dans un avenir prochain, il ne serait considéré que ce qui est profitable à tous*». En vertu de quoi, il se tourna vers les arts décoratifs, entreprenant la fabrication de mobilier qu'il exposa à la *Libre Esthétique*. En 1895, il franchit un pas supplémentaire et décida en construisant sa propre habitation, le *Bloemenwerf* à Uccle, dont il dessina non seulement les plans mais encore les meubles, les rideaux, les tapis, l'éclairage et le chauffage,

Henry Van de Velde & la reliure Art Nouveau en Belgique, jusqu'au 16 janvier 2011 (du mardi au dimanche, de 10h à 17h) à la Bibliotheca Wittrockiana, rue du Bemel 23, 1150 Bruxelles - 02 770 53 33. Catalogue cartonné illustré quadrilingue (F/NL/GB/D), 270 p.

MURAKAMI CHEZ LOUIS XVI

Tempête à Versailles ?

OLIVIER SWINGEDAU

Après Jeff Koons en 2008 et Xavier Veilhan en 2009, Takashi Murakami en 2010 : le Château de Versailles n'en finit pas de subir les derniers outrages. Le magnat de la «*Kaikai Kiki Corporation*» soulève l'indignation, mais aussi les rires avec ses petits bouddhas sympas et colorés.

Takashi Murakami est un rigolo. Avec son visage rond et son chignon, il a des airs de touriste japonais branché, en goguette sous la Tour Eiffel. À Versailles, il pose avec délectation à côté de ses «bouddhas» qui constellent l'humble bicoque du Roi Soleil, s'interrompt pour poser dès qu'on veut lui tirer le portrait, collectionne les cartes de visite, trouve tout «amusant»...

Mais Murakami est aussi un malin, comme son copain Damian Hirst. C'est peu de dire qu'il adore jouer à la *jet set*, au *star system*, et il est très facile de le voir tel un Warhol asiatique. Sixième artiste le plus coté de son vivant, auteur des nouveaux sacs à main Vuitton «pop», le Japonais filme Kirsten Dunst en écolière nippone aux cheveux bleus, photographie Britney Spears en petite fille de manga, réalise le clip *Good Morning* du rappeur Kanye West. Il ne recule devant aucun jeu de mots foireux et se gave de ces mangas qu'il choisit souvent «pour leur débilité».

On comprendra que l'intelligentsia parisienne ne goûte que modérément ce nouvel affront «décadent». Les royalistes français en ont même fait une «cause». On loue, par contre, l'équipe du Château de Versailles pour cette nouvelle preuve d'ouverture (d'esprit) : après le mari de la Cicciolina*, «*the French Classical meets Japanese mangas*» à Versailles !

Pas d'erreur : Murakami est aussi un vrai créateur. Les mauvaises langues diront plutôt un vrai «créatif». Il crée

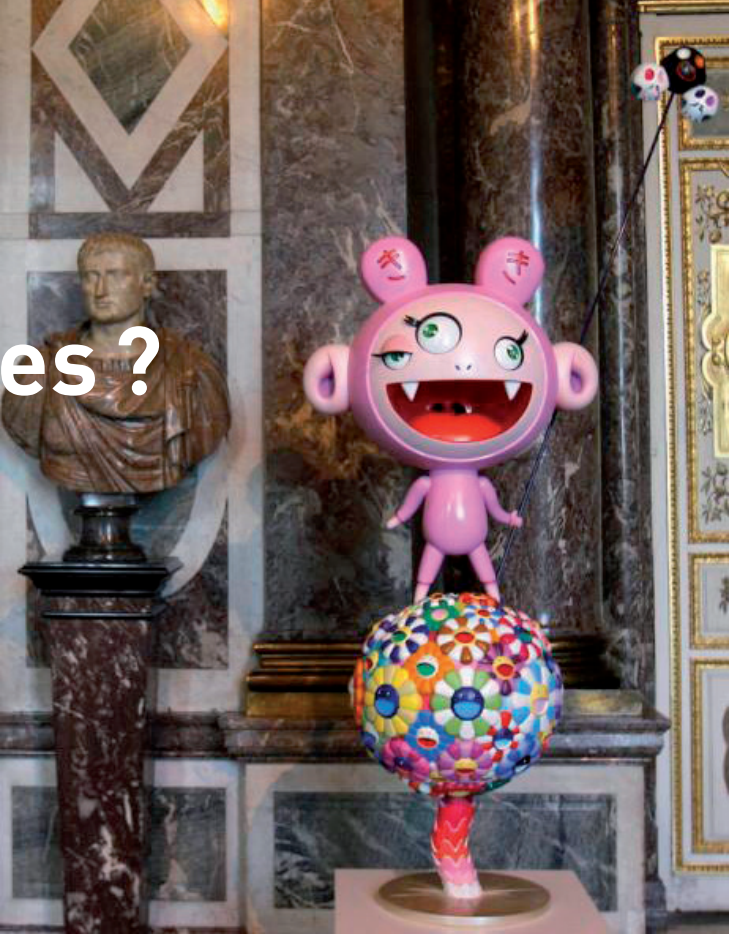
des sculptures monumentales, des peintures, des papiers peints, et plein d'autres objets souvent atterrants de trivialité. Ses œuvres puisent directement dans l'imagerie manga japonaise, mais de manière détournée et amplifiée, voire hiératique. Murakami est pleinement conscient de l'aura kitsch *kawaii* (mignon, en japonais), des bédés et vidéos japonaises, mais veut les confronter à ce qu'il appelle «le Reste du Monde». Cet enfant de l'après-guerre, à la fois fasciné et irrité par l'impérialisme occidental, décide très tôt de se nourrir de la subculture de Tokyo dans son esthétique.

En ce moment, culminent des artistes comme Jenny Holzer ou Barbara Kruger. On les retrouve dans «*Superflat*», le mouvement de Murakami, influencé par l'animation et le manga : toujours ce besoin d'analyser la culture japonaise post-Hiroshima en une sous-culture dite «*Otaku*» (à la maison).

Avec *Superflat* «super plat», Murakami évoque à la fois les formes souvent «aplaties» de l'art graphique du Japon et la superficialité poussée à l'extrême de sa culture consumériste. Au contraire, il ne cache pas son admiration pour le... chiffre d'affaires de cette industrie : encore une réaction à la Warhol !

Des Pokémons pédagogiques

Les personnages de Murakami ressemblent à des Pokémons. Ils évoluent sur différents supports, en deux dimensions, ou encore moulés dans des formats divers : du minuscule au géant, en fibre de verre et peints, en forme de ballons géants gonflés à l'hélium qui envahissent les espaces d'exposition (*Mr. Dobe*, 1997). Une grosse tête qu'il fera sienne : Murakami (et ceci est différent d'un Warhol) pratique volontiers l'autodérision et *Mr. Dobe* est sa Madame Bovary.



Little Buddha en prestigieuse compagnie...

Mais Takashi Murakami n'est pas qu'un clown. Il coordonne aussi les shows d'œuvres de jeunes artistes de son pays. Son activité de commissaire d'exposition est, pour lui, tout aussi importante que son travail d'artiste. Il a sa manière de capter ce qui fait la spécificité de la création plastique japonaise.

Murakami, au fond, cherche à inscrire comme en relief les points de rencontre, mais aussi de rupture entre la culture nippone et occidentale : à Versailles, il nous dit «vouloir montrer des aspects de sa culture que les Occidentaux détestent ou ne comprennent pas». La culture japonaise est l'une des plus difficiles à appréhender via nos réflexes d'Occidentaux : si l'on sourit très volontiers à l'envahissement des lieux royaux par ces petits monstres de fer, de verre ou de plastique, on ne comprend probablement que très superficiellement leur vraie portée symbolique. C'est l'univers des pouvoirs magiques et surhumains qui tente de prendre contact avec notre réalité sur un mode à la fois ironique, un peu distant et enfantin.

Alors, culture basement populaire ou projection humoristique dans un futur japonisant ? Ce qui plaît «à n'importe qui» est-il forcément secondaire ou vulgaire ? ■

* Jeff Koons.

Au Château de Versailles jusqu'au 12 décembre 2010 (Grands appartements et Galerie des glaces inclus dans le parcours de visite) : 15 euros.

Les Pompes Funèbres
Générales de Belgique

s.a. Tielemans

Maison fondée en 1875

spécialisée dans l'organisation de
funérailles
civiles
de toutes classes
et crémation

Chaussée d'Alseberg 19
1060 Bruxelles
Tél. 02 537 05 64

Direction :
Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Du 8/11 au 3/12 «Physique et climat», exposition- animation permettant une application concrète des notions scientifiques autour du climat. Organisée par la Maison de la Laïcité de La Louvière. Lieu : IPES, rue Bonne Espérance 1, La Louvière. Réservations : 064 84 99 74.

Du 8/11 au 3/12 «À la découverte de l'âge d'or des sciences arabes», exposition (vernissage le 12/11 à 20h et visite guidée par Hossam Elkhadem). Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu : Maison culturelle, Ath. Renseignements : 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Du 8/11 au 10/11 «Le destin» de Youssef Chahine, ciné-club, projections scolaires pour le secondaire supérieur. Organisé par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu : Maison culturelle, Ath. Renseignements : 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Du 8/11 au 19/11 «Le monde arabe», exposition. Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu : Bibliothèque Jean de la Fontaine, Ath. Renseignements : 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Du 8/11 au 19/11 «Femmes du monde arabe, ici ou là-bas... un regard alternatif», exposition photographique. Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu : Bibliothèque Jean de la Fontaine, Ath. Renseignements : 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Lundi 8/11 – 9h30 «Gérer les comportements agressifs et augmenter la confiance en soi», formation par Samia Ammara (+9/11 et +15/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Lundi 8/11 – 9h30 «Mieux négocier et prévenir les conflits», formation par Bruno Barbier (+09/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Lundi 8/11 – 14h «À l'amour à la mort», théâtre forum. Dans le cadre de «Non aux violences entre partenaires». Organisé par la Régionale CAL de Namur. Lieu : campus provincial, rue Henri Bles 188-190, salle Chapelle, Namur. Renseignements : 081 73 01 31 – www.laicite.com

Mercredi 10/11 – 9h30 «L'art d'animer des ateliers de dessin et peinture», formation par Harry Birkholz (+17/11, +24/11, 1/12, 8/12 et +15/12). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 9/11 au 25/11 «Serrement d'amour : sensibilisation aux violences entre partenaires», animations. Dans le cadre de «Non aux violences entre partenaires». Organisées par la Régionale CAL de Namur. Lieu : aux choix dans les établissements scolaires, associations ou au CAL de Namur. Renseignements : 081 73 01 31 – www.laicite.com

Du 11/11 au 14/11 – 9h Formation de formateurs et de formatrices par Bruno Barbier (+ du 4/12 au 5/12, + du 29/01/11 au 30/01/11, + du 19/02/11 au 20/02/11 et du 19/03/11 au 20/03/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Jeudi 11/11 – 14h «Charité, pitié ou solidarité?», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu : rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements : 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Jeudi 11/11 – 10h «Voix et chansons», formation par Marcelle De Cooman et Julie Legait (+12/11 et +13/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Vendredi 12/11 – 18h30 «Et si nous discussions philosophie?», café philo sur le thème de l'anarchie. Organisé par la Régionale CAL/Charleroi. Lieu : Théâtre de Poche, rue du Fort 70, Charleroi. Réservations : 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.net

Du 13/11 au 14/11 – 10h «À la source de l'expressionnisme abstrait», formation par Harry Birkholz. Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 13/11 au 14/11 – 10h «À la découverte de soi par l'argile», formation par Marianne Obozinski. Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Samedi 13/11 – 9h30 «Développer des pratiques de communication non violente», formation par Rosalie Kpodonou (deuxième séance le 11/12/2010). Organisée par Bruxelles Laïque. Lieu : avenue de Stalingrad 18-20, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 289 69 00 – bruxelles.laique@laicite.be

Laïcité
et
pauvreté

«Pauvreté et exclusion sociale : un enjeu laïque ?»

cal@laicite.net
+32 (0)2 627 68 11
www.laicite.be

80 millions d'européens vivent en situation de pauvreté, dont 1,5 million en Belgique. L'Union européenne a consacré 2010 « Année européenne de lutte contre la pauvreté », dont la présidence belge a fait l'un de ses objectifs majeurs. Avec trois priorités : le revenu minimum, le sans-abrisme et la pauvreté des enfants. La laïcité mène au quotidien de nombreuses actions de solidarité. Ce colloque propose une réflexion sur le fléau de l'indigence, afin de dégager des solutions efficaces et durables dans le respect des valeurs laïques.

Colloque

«Pauvreté et exclusion sociale : un enjeu laïque ? »

Centre d'Action Laïque à Bruxelles

Le 23 novembre 2010, de 9h00 à 16h30

Organisé par le Centre d'Action Laïque et le Centre régional bruxellois du Libre examen.

Adresse du jour

Centre d'Action Laïque asbl, Campus de la Plaine ULB, CP 236, Avenue Arnaud Fraiteur , 1050 Bruxelles
Tél.: + 32 2 627 68 11 - http://www.laicite.be

La Pensée et les Hommes

À LA RADIO

Tous les samedis sur la Première vers 19h05 (ou 22h30)

À LA TÉLÉVISION

Dimanche 7/11 sur La Une à 9h20
«Laïcité et interculturalité», CAL/CLAV.

Mardi 9/11 sur La Une en fin de soirée
«Le petit monde d'outre-tombe», André Chabot et Jacques Lemaire.

Samedi 13/11 sur La Une à 10h30
«Wallonie – Flandre: deux ethnies?», Jules Gheude, Pierre Stéphane et Jacques Lemaire.

Dimanche 21/11 sur La Une à 9h20
«Multiculturalisme ou interculturalité», Marion Lemesre, Georges Verzin et Jacques Lemaire.

Mardi 23/11 sur La Une en fin de soirée
«La nouvelle poésie française de Belgique», Yves Namur et Jacques Lemaire.

Samedi 27/11 sur La Une à 10h30
«Religion et laïcité, joute oratoire», Baudouin Decharneux, Éric De Beukelaer et Jacques Lemaire.

Dimanche 5/12 sur La Une à 9h20
«Réflexions sur le libre examen», Pierre-Frédéric Daled et Jacques Lemaire.

Mardi 7/12 sur La Une en fin de soirée
«L'homme à la tête de chat», Philippe Geluck et Jacques Lemaire.

Samedi 11/12 sur La Une à 10h30
«La violence conjugale», Mahfoudh Romdhani, Monique Elkaïm et Jacques Lemaire.

Samedi 13/11 – 18h30 «Qui a volé l'orange?», théâtre forum. Organisé par la Régionale CAL/Charleroi. Lieu : Théâtre de Poche, rue du Fort 70, Charleroi. Réservations : 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.net

Mardi 16/11 – 9h30 «La prise de parole en public», formation par Geneviève Ryelandt (+17/11 et +18/11). Organisée par la LEEP. Lieu : Palais du Midi, rue Roger van der Weyden 3, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Mardi 16/11 – 19h «Ne dis rien», projection du film de Iciar Bollain, suivie d'un débat avec Pascal Bartholomé, Romilly Van Gulck. Dans le cadre de «Non aux violences entre partenaires». Organisée par la Régionale CAL de Namur. Lieu : Cinéma Caméo 2, rue des Carmes 49, Namur. Renseignements : 081 73 01 31 – www.laicite.com

Mardi 16/11 – 19h30 «L'eau, la grande richesse de la Wallonie», conférence par Eric Van Sevenant. Organisée par la Maison de la Laïcité de Thuin. Lieu : quartier du Beffroi 8, Thuin. Renseignements : 071 59 46 26.

Mercredi 17/11 – 19h30 «Le mec de la tombe d'à côté» de Katarina Mazetti, lecture-échange» gourmande, par Jean-Claude Trefois. Organisée par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu : «Salon des Lumières», resto-déco, rue du Miroir 23, Mons. Réservations : 065 31 90 14.

Jeudi 18/11 – 9h30 «Comment aborder les tensions liées au genre et développer l'égalité hommes/femmes auprès de mon public», formation. (+23/11, + 25/11). Organisée par Bruxelles Laïque. Lieu : Iteco, rue Renkin 2, 1030 Bruxelles. Réservations : 02 289 69 00.

Jeudi 18/11 – 9h30 «Lecture rapide et efficace», formation par Bernard Deloge (+18/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Jeudi 18/11 – 13h30 «Violences entre partenaires : informations, pistes de réflexion et services d'aides», table ronde (destinée en priorité à des futurs professionnels, étudiants de 3^e année assistants sociaux) avec Cynthia Liégeois, Émilie Dekoster, Florence Lobet, Pascal Bartholomé et Catherine Juste. Dans le cadre de «Non aux violences entre partenaires». Organisée par la Régionale CAL de Namur. Lieu : Rue de Gembloux 48, Namur. Renseignements : 081 73 01 31 – www.laicite.com

Jeudi 18/11 – 14h «Charité, pitié ou solidarité?», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu : rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements : 010 22 31 91 – www.polephilo.be

SOCIETE BELGE
POUR LA
CREMATION

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crémaliste. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
(02) 513 03 96

Vendredi 19/11 – 9h30 «Formation à la relaxation en groupe», formation par Marianne Obozinski (+3/12, +14/01/11, +4/02/11, +4/03/11, +1/04/11, +6/05/11, +27/05/11 et +10/06/11). Organisée par la LEEP. Lieu : Espace Coghen, avenue Coghen 219, 1180 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 20/11 au 28/11 «Rangoon journals, 1995-2010» exposition de photos de Francis Duwyn. Vernissage le 19/11 à 19h. Organisée par l'AML de Jette. Lieu : Abbaye de Dieleghem, rue Tiebackx 14, 1090 Bruxelles. Renseignements : 0495 15 81 94.

Du 20/11 au 21/11 «Initiation à l'art du conte», formation par Yvan Couclet. Organisée par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu : Maison culturelle et citoyenne, place d'Asquillies, rue des Montrys 13, Quévry. Réservations : 065 31 90 14.

Samedi 20/11 – 9h «Sage comme une image... Éducation aux médias», rencontre philo avec Dominique Vosters, François De Brigode, Éric Clemens, Martine Nolis, Françoise Chatelain, Luana De Maggio, Violette Grégoire et Ali Serghini. Organisée par la Régionale CAL du Brabant Wallon. Lieu : rue Lambert Fortune 33, Wavre. Réservations : 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Samedi 20/11 – 10h30 Visite guidée du Musée Margritte. Organisée par la LEEP. Lieu : rendez-vous à 10h15 au meeting point du hall principal des Musées royaux des Beaux-Arts, rue de la Régence 3, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 22/11 au 3/12 «L'architecture et la civilisation arabe en Andalousie», exposition. Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu : rue de la Poterne 1, Ath. Renseignements : 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be



Dites-le... avec un T-Shirt
... c'est moins périssable
que des fleurs ou des bonbons ...
et



CARPE DIEM
MODELE N° 17 de nos T-Shirts
www.communication-shirts.com

Lundi 22/11 – 9h30 «La communication assertive», formation par Sophie Devuyt (+23/11 et +29/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Lundi 22/11 – 9h30 «La méthode Gordon, communiquer, respecter l'autre et s'affirmer», formation par Nele Lavachery (+6/12, +20/12, 10/01/11 et +24/01). Organisée par la LEEP. Lieu : rue de la Fontaine 2, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Lundi 22/11 – 9h30 «Construire la relation d'aide avec les femmes marocaines», formation par Naïma Akhamlich (+25/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

FUNÉRAILLES WYNS

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre & Bordet)

24 H / 24 H

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

Tél : 02 538 15 60
GSM : 047 28 76 26

Contact : Dominique Peeren

Lundi 22/11 – 20h Soirée «Conte de l'Orient». Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu : rue de la Poterne 1, Ath. Renseignements : 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Mardi 23/11 – 9h30 «Mieux s'organiser pour gérer ses projets», formation par Patrick Hullebroeck (+25/11 et +26/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Jeudi 25/11 – 14h «Amour et dévoration», histoires contées par Bernadette Malherbe et Hélène Stevens, dans le cadre de «Non aux violences entre partenaires». Organisées par la Régionale CAL de Namur. Lieu : Rue de Gembloux 48, Namur. Renseignements : 081 73 01 31 – www.laicite.com

Jeudi 25/11 – 14h «Charité, pitié ou solidarité?», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu : rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements : 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Jeudi 25/11 – 19h «Violence», conférence-débat par Béatrice Bashizi et Sylvie Grolet, autour du thème choisi par la Marche Mondiale des Femmes. Dans le cadre de «Non aux violences entre partenaires». Organisée par la Régionale CAL de Namur. Lieu : Rue de Gembloux 48, Namur. Renseignements : 081 73 01 31 – www.laicite.com

Jeudi 25/11 – 20h «L'armée du crime» de Robert Guédiguian, ciné-club dans le cadre du Cinéma des Résistances. Organisé par la Maison de la Laïcité de Morlanwelz. Lieu : salle Robert Joly, place Albert 1^{er} 16a, Morlanwelz. Réservations : 064 44 23 26.

Vendredi 26/11 – 12h «Terrain vague». Spectacle de contes et légendes des gens du voyage et violence tsigane. Organisé par la LEEP de Mons. Lieu : rue de la Grande Triperie 44, Mons. Réservations : 065 31 65 15.

Vendredi 26/11 – 19h «Émigrants belges d'hier : un miroir pour aujourd'hui», conférence par Anne Morelli. Organisée par l'Association des Amis de la Morale Laïque d'Auderghem. Lieu : penthouse de la Maison Communale d'Auderghem, rue Idiers 14, 1160 Bruxelles. Renseignements : 02 673 31 58.

Du 27/11 au 28/11 «Ouvrir la presse, s'ouvrir à la presse», formation par Vincent Legast. Organisée par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu : Maison culturelle et citoyenne, place d'Asquillies, rue des Montrys 13, Quévy. Réservations : 065 31 90 14.

Du 27/11 au 28/11 – 9h30 «Sensibilisation à l'ethnopsychiatrie», formation par Philippe Woitchik. Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 27/11 au 28/11 – 10h «Le massage de détente», formation par Marianne Obozinski (+5/12). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 27/11 au 28/11 – 9h30 «Conte, conteur et société», formation par Stéphane Van Hoecke (+5/12). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Samedi 27/11 – 19h30 «Terrain vague», spectacle pour aider à lutter contre les préjugés, les clichés, les jugements hâtifs... Organisé par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu : centre et gîte rural «Reliance», rue de l'Église 14, Croix-les-Rouveroy. Réservations : 065 31 90 14.

Lundi 29/11 – 9h30 «La technique du jeu de rôles», formation par Marianne Altuzarra-Perro (+30/11). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Jeudi 2/12 – 9h30 «Techniques de mémorisation», formation par Bernard Deloge (+3/12). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Jeudi 2/12 – 14h «L'Église dans tout cet État?», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu : rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements : 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Vendredi 3/12 – 19h30 «La pauvreté fait-elle le lit de la religion?», conférence par Jean Musway Mupeka. Organisée par la Maison de la Laïcité Cerfontaine, Florennes, Philippeville et Walcourt. Lieu : foyer culturel de Florennes. Renseignements : 071 66 67 78.

Du 04/12 au 05/12 – 10h «L'abc des émotions de l'enfant», formation par Caroline Rivière (+12/12). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Samedi 4/12 – 10h30 Visite guidée de l'exposition «Orientalisme en Europe». Organisée par la LEEP. Lieu : rendez-vous à 10h15 au meeting point du hall principal des Musées royaux des Beaux-Arts, rue de la Régence 3, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Mardi 7/12 – 9h30 «Mobiliser et motiver une équipe», formation par Bruno Barbier (+8/12 et +9/12). Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe 29, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Mercredi 8/12 – 19h30 «L'École dans (presque) tous ses États», lecture-échange gourmande, par Patricia Beudin. Organisée par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu : «Salon des Lumières», resto-déco, rue du Miroir 23, Mons. Réservations : 065 31 90 14.

Jeudi 9/12 – 9h30 «Nouvelle approche pour mieux gérer les émotions», formation par Marianne Obozinski (+13/01/11, +3/02, +3/03, +31/03, +5/05 et +9/06). Organisée par la LEEP. Lieu : Espace Coghen, avenue Coghen 219, 1180 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Jeudi 9/12 – 14h «L'Église dans tout cet État?», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu : rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements : 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Vendredi 10/12 – 9h30 «Un regard positif sur l'adolescence», formation par Caroline Rivière. Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 11/12 au 12/12 – 10h «De la relaxation à la méditation», formation par Marianne Obozinski. Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Du 11/12 au 12/12 – 10h «Comprendre l'enfant à travers ses dessins», formation par Marianne Altuzarra-Perro. Organisée par la LEEP. Lieu : place Rouppe, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

Lundi 13/12 – 9h30 «Se sensibiliser à l'écoute active», formation par Sophie Devuyt. Organisée par la LEEP. Lieu : rue de la Fontaine 2, 1000 Bruxelles. Réservations : 02 511 25 87 – www.ligue-enseignement.be.

BART



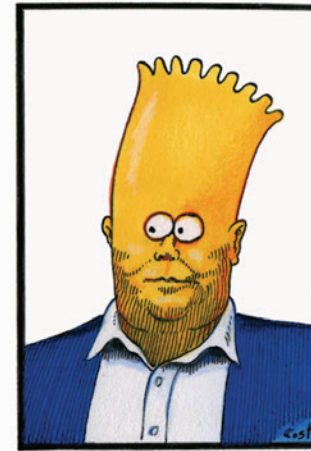
Clarificateur



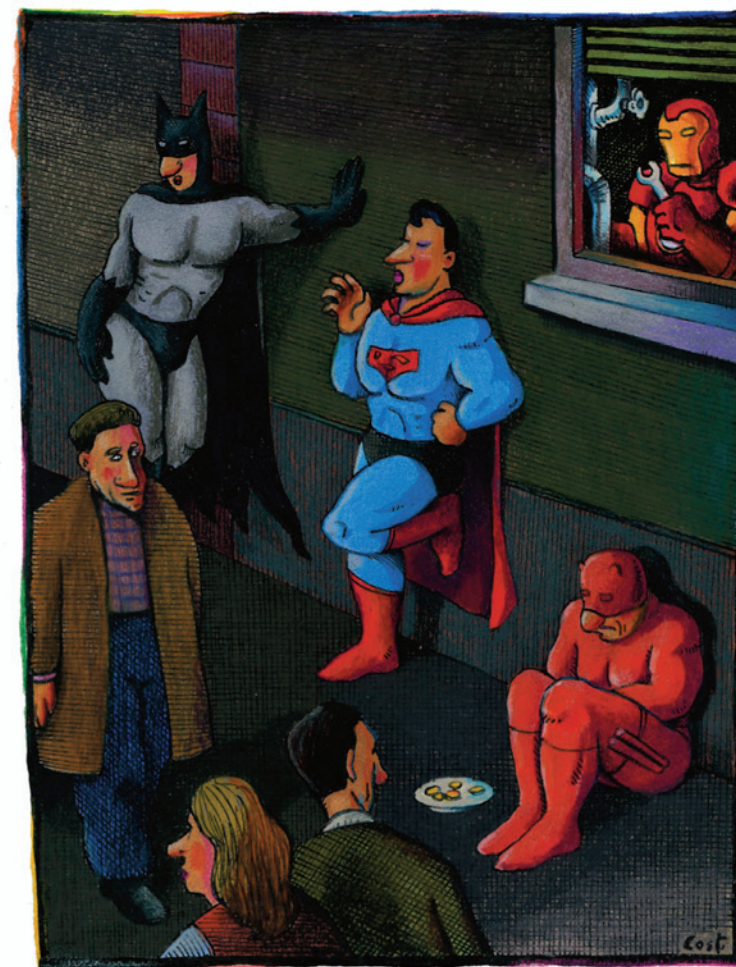
Terminateur



Libérateur



Bart Simpseur



LA CRISE



Sciences et Croyances

**Quelle place pour
la démarche
scientifique
en Europe ?**

**Parlement Européen
à Bruxelles
Le 18 novembre 2010
de 9h à 17h30**

Organisé par le Centre d'Action Laïque
avec le label de la "Présidence
belge du Conseil de l'Union Européenne".

Eddy Caekelberghs
Journaliste RTBF

Guillaume Lecointre
Professeur au Muséum National
d'Histoire Naturelle (Paris)

Françoise Thys-Clément
Recteur honoraire de l'Université
Libre de Bruxelles

Guy Lengagne
Conseil de l'Europe

Charles Susanne
VUB, ULB et
European Anthropological Association

Pierre Galand
Président du Centre d'Action Laïque

Véronique De Keyser
Députée européenne

Michel Vanden Abeele

Lambros Couloubaritsis
Professeur à l'Université Libre de Bruxelles

Michel Claessens
Direction générale Recherche
de la Commission Européenne

Bernard Feltz
Professeur de philosophie des sciences
de la vie à l'Université Catholique de Louvain

Philippe Busquin
Commissaire européen
à la Recherche scientifique
(1999-2004)

Programme complet sur www.laicite.be

cal@laicite.net

Interprétation simultanée
français/néerlandais/anglais

Entrée gratuite, inscription préalable obligatoire
+32 (0)2 627 68 11

Parlement Européen
Bâtiment JAN
Room 4Q2
Rue de Trèves 1A
1050 Bruxelles

